
Les minorités d'Antioche sur l'Oronte

Typologie d'un nouveau rapport de force

Florence DELIANCOURT

Octobre 2015

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

ISBN : 978-2-36567-468-3
© Tous droits réservés, Ifri, 2015

Ifri
27, rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : bruxelles@ifri.org

Website : ifri.org

Auteur

Florence Deliancourt est actuellement analyste et cartographe au Ministère de la Défense. Diplômée de l'Institut Français de Géopolitique (IFG) en 2014, elle s'est spécialisée sur les problématiques sécuritaires et les dynamiques inter-minoritaires au Proche et Moyen-Orient, via notamment ses expériences dans le milieu sécuritaire au Groupe GEOS et dans la recherche à l'Ifri.

Une enquête de terrain menée pendant deux mois à la frontière turco-syrienne début 2013 l'a cependant rapprochée des enjeux turcs dans la région du Hatay, thématique à laquelle elle demeure profondément attachée.

Résumé

La crise civile syrienne et la montée en puissance de groupes islamiques djihadistes attirent l'attention de la communauté internationale sur la fragilité des frontières au Moyen-Orient. Dans un contexte de reconfigurations territoriales rapides et de poussées séparatistes, le sort des minorités apparaît mouvant et incertain. Située à quelque cinquante kilomètres de la frontière turco-syrienne, dans la province du Hatay, la ville d'Antioche sur l'Oronte concentre une large gamme d'enjeux géopolitiques : entre aménagement urbain et évolution spontanée des équilibres politiques et sociaux, cet exemple permet d'éclairer les particularités de la mosaïque ethnique et religieuse turque, et son traitement politique sous l'AKP.

Sommaire

INTRODUCTION	4
LE POIDS DE L'HISTOIRE.....	7
Naissance d'un empire.....	8
Multiculturalisme et religions	8
LES LIMITES DE LA COHABITATION : VERS UNE SEGREGATION SOCIO- SPATIALE ?	11
De la cohabitation au syncrétisme.....	11
Une ségrégation socio-spatiale de facto.....	15
Des mécanismes communautaires profondément ancrés.....	19
LE POLITIQUE PAR L'URBAIN.....	21
Une vitrine multiculturelle politisée	21
La loi 6360 : le retour du pouvoir central	24
Une métropolisation forcée à des fins électorales ? Le cas d'Antioche sur l'Oronte.....	27
UNE SITUATION GEOPOLITIQUE NOUVELLE : ANTIOCHE AU REGARD DE LA CRISE SYRIENNE	32
La province du Hatay, base-arrière d'une guerre qui n'est pas la sienne.....	32
<i>Une histoire commune.....</i>	<i>33</i>
<i>La crise syrienne aux portes du Hatay</i>	<i>34</i>
Dérives communautaires	35
<i>« Tensions dans les rues d'Antioche » : flux et reflux d'une province en changement</i>	<i>35</i>
<i>Le cas des camps de réfugiés : un mécontentement en gestation</i>	<i>38</i>
CONCLUSION.....	41

Introduction

La très large victoire de Recep Tayyip Erdoğan aux élections présidentielles d'août 2014 a confirmé la domination du parti politique islamo-conservateur de l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la Justice et le Développement) en Turquie. Cependant, depuis quelques années, la montée en force de mouvements de contestation, les aléas du processus de paix avec les Kurdes et le débat croissant sur la place du religieux dans l'espace public semblent révéler un déplacement du socle des valeurs républicaines mises en place en 1923 par Mustafa Kemal Atatürk.

Outre ces fêlures nationales de plus en plus visibles, malgré des tentatives de *containment* systématique de la part du gouvernement¹, le contexte régional, en particulier la guerre civile syrienne, accélère depuis mars 2011 l'émergence d'une « question minoritaire » en Turquie. Cette question hautement politique a fait l'objet de spéculations et d'exercices de prospective plus ou moins précis pour tenter de prévoir l'avenir d'un espace géographique mutant. Rappelons que le vaste territoire que représentent les quelques 900 kilomètres de frontière commune entre la Turquie et l'Irak d'une part, la Syrie d'autre part, ne forme ni un espace neutre, ni un ensemble homogène et uniforme. Les enjeux historiques, sociétaux et religieux que portent/connassent de tels territoires mixtes ont parfois été simplifiés au point d'oublier les dynamiques plurielles qui traversent une population désormais entraînée dans une guerre qui l'éloigne un peu plus du sentiment de l'unité nationale.

Ainsi, l'étude analytique d'un territoire resserré comme la ville d'Antioche sur l'Oronte² (*Antakya* ou *Hatay* en turc) permet d'observer les difficultés auxquelles se confronte le gouvernement turc pour gérer les flux et reflux en zone frontalière, tout en faisant ressortir les rapports

1. Ces deux dernières années ont été particulièrement houleuses pour Recep Tayyip Erdoğan et son gouvernement, depuis les rassemblements autour du parc symbolique de Gezi en mai 2013, en passant par le scandale lié aux accusations de corruption de nombreux membres de l'AKP en décembre 2013, l'accident minier de Soma qui fit près de 273 tués en mai 2014 suite à d'importantes négligences, et jusqu'à la reprise des hostilités avec le PKK à l'été 2015.

2. La référence au nom francisé et historique de la ville d'Antioche sur l'Oronte a été préférée à celui de Hatay ou d'Antakya dans un souci de neutralité. En effet, selon des témoignages recueillis sur place, le terme d'Hatay serait essentiellement employé par l'administration AKP, suite au changement de statut de la métropole tandis que le terme d'Antakya serait, quant à lui, utilisé par les Alévis arabes de la ville, en opposition à la localité d'Harbiye, nouvellement intégré à la structure du Hatay.

de force entre minorités. Troisième ville de l'Empire romain après Rome et Constantinople, Antioche sur l'Oronte est un carrefour historique essentiel. Lieu de passage vers la Route de la Soie, son surnom de *Barış Şehri* (« ville de la paix » en turc) traduit une mixité culturelle importante, vécue sur le mode de la cohabitation et parfois du syncrétisme entre les religions du Livre, dont les différentes branches de l'Islam ; un exemple désormais rare en Turquie.

Pour autant, alors que le gouvernement au pouvoir prône de plus en plus ouvertement la supériorité de l'islam sunnite, Antioche sur l'Oronte incarne-t-elle véritablement les conditions de vie des minorités sur le territoire national turc ? N'est-elle pas le lieu d'une mise en scène particulièrement médiatisée, de la part d'un État qui se soucie peu de la représentation de minorités marginalisées, celles-là mêmes qui ont largement contribué à la richesse de l'Empire ottoman ?

Une étude géopolitique commencée à partir de recherches de terrain en 2013 amène à envisager l'impact de la dynamique d'urbanisation à Antioche au regard des questions identitaires. Si le poids de l'histoire est spontanément omniprésent dans le paysage urbain d'Antioche, cette ville fait aussi l'objet d'une muséification intéressée et éminemment politique. L'intégration forcée des minorités sur le territoire national entretient de profondes tensions et frustrations communautaires depuis la fondation de la République. A l'heure où des mouvements de contestation nouveaux s'expriment en Turquie, à l'image des grandes manifestations du parc Gezi en juin 2013 à Istanbul qui aurait fait au moins cinq morts dont un à Antioche sur l'Oronte, le gouvernement AKP met en avant une mixité de plus en plus fictive afin de répondre aux critiques de l'opposition ou des partenaires extérieurs³. La loi 6360, votée en novembre 2012 dans des conditions très particulières⁴, révèle ainsi la manipulation de l'urbain par le politique. Treize villes, dont Antioche, ont vu leur statut modifié, passant de villes secondaires à « municipalité métropolitaine » (*Büyükşehir Belediyesi*). Dans ce territoire enclavé et humainement très mixte, le traçage de nouvelles frontières urbaines pourrait, à terme, être électoralement favorable à l'AKP. Les investissements injectés dans ce nouveau projet urbain peuvent en effet influencer les votes d'une partie de la population composite, souvent délaissée par le gouvernement central et très peu ancrée historiquement sur le territoire national, tandis que le remodelage des frontières urbaines semble exclure la communauté alaouite⁵

3. Notamment celles de l'Union Européenne, le processus d'adhésion de la Turquie étant prévu depuis 1963 (Traité d'association d'Ankara) et officiellement engagé depuis 2005.

4. La présentation de la loi 6360 a en effet nécessité une réunion non officielle et avancée de la Grande Assemblée de Turquie à la demande de l'AKP. Cette précipitation d'agenda s'explique notamment par l'impact électoral qu'une telle loi aurait pu produire un an seulement avant une séquence électorale très chargée, avec la succession des scrutins municipal, présidentiel et législatif.

5. Si, en Turquie, la communauté alaouite constitue la seconde minorité du pays avec des estimations qui oscillent entre 15 et 25% de la population, il existe également une faible communauté culturellement proche : les Alaouites arabes de Turquie. Membres d'une

d'Antioche, politiquement plus ancrée à gauche. De ce fait, la loi peut avoir un effet à double détente. En révisant arbitrairement des frontières qui étaient déjà factices, l'AKP prend le risque de bouleverser l'équilibre minoritaire et l'identité urbaine de cette ville pourtant emblématique d'une tolérance *alla turca* rêvée.

Par ailleurs, les rapports entre minorités peuvent devenir d'autant plus conflictuels qu'Antioche subit, depuis le début de la guerre civile syrienne, une forte pression démographique. Alors que la ville connaissait depuis deux générations un essoufflement numérique des communautés juives, catholiques et arméniennes, l'arrivée en masse de réfugiés syriens sunnites modifie considérablement les équilibres fragiles et suscite de vives tensions communautaires. Base arrière d'une guerre qui n'est pas la sienne, la Turquie accueille plus de réfugiés qu'elle ne peut en intégrer raisonnablement dans la société civile, au point de risquer le rejet par une population locale trop souvent sollicitée. La ville d'Antioche sur l'Oronte symbolise ces nouvelles tensions.

secte chiite située dans la région de la Méditerranée orientale, les Alaouites sont une communauté syncrétique aux pratiques religieuses secrètes qui ont toujours nourri des soupçons de la part des autorités religieuses sunnites. Réunis sous l'Empire Ottoman, puis sous le mandat français en Syrie et au Liban (1923-1943), les Alaouites ont ensuite été divisés lors de l'établissement des frontières du Moyen-Orient moderne, comme cela a été le cas entre Alaouites syriens et Alaouites turcs en 1939 lorsque la province du Hatay devint une partie de la Turquie. Avec l'enlisement de la crise syrienne, de nombreuses confusions ont eu lieu entre Alévites et Alaouites en Turquie, souvent accusés d'une certaine complaisance avec le régime de Bachar Al-Assad, lui-même alaouite.

Le poids de l'histoire

« Parmi les cités de la terre il n'en existe aucune où se marient de la même façon la grandeur et la beauté du site. Qui vient ici, oublie la ville où il se trouvait précédemment et qui s'en va d'ici, n'oublie pas cette ville. » Libanius, Antiochicus (359 ap. J-C)

Peu de villes dans le monde antique ont eu la renommée internationale à laquelle a pu prétendre Antioche sur l'Oronte, qualifiée alors de « Couronne de l'Orient » par l'un des plus importants historiens de l'Antiquité tardive, Ammien Marcellin⁶. Troisième ville du monde méditerranéen après Alexandrie et Rome durant les trois premiers siècles de notre ère, Antioche représentait un carrefour important, d'un point de vue économique comme point de départ de la Route de la Soie, mais aussi pour l'émulation religieuse et culturelle qu'elle a pu incarner⁷. Sa position géographique exceptionnelle – que l'on décrirait aujourd'hui comme la côte méridionale de la province turque du Hatay, à quelques cinquante kilomètres de l'actuelle frontière syrienne et construite sur le fleuve Oronte ont été, sans nul doute, à la base de sa prospérité. Elle doit à la fusion unique entre les cultures araméenne et hellénistique sa renommée de grand centre culturel du monde oriental avec Alexandrie⁸. C'est là que la première assemblée chrétienne commença à se dégager du judaïsme, élaborant alors sa propre identité. C'est là aussi que l'École théologique d'Antioche⁹ a contribué à faire du christianisme un phénomène culturel protéiforme qui se développera avec force dans toute l'Europe.

6. Natif d'Antioche sur l'Oronte, l'historien Ammien Marcellin (environ 330-395 ap. J-C) a produit des écrits qui constituent une des sources les plus importantes de l'histoire antique. C'est dans son œuvre principale, *Res Gestae*, que l'auteur relatara l'arrivée de Julien à Antioche en juillet 362 : « Mais, de là, ayant hâte de voir Antioche, belle couronne de l'Orient, il arrive par les routes habituelles. » Expression qui sera par la suite reprise par de nombreux historiens contemporains,

7. Dans le second tome de l'œuvre d'Ausone (309-394 ap. J-C), l'auteur compare la ville d'Antioche à celle d'Alexandrie affirmant qu'« elles sont toutes les deux au même degré d'honneur », après avoir fait l'éloge de Rome, Constantinople et Carthage.

8. M.G. Zambon, D. Bertogli, O. Granella, *Antioche sur l'Oronte : « où les disciples furent appelés chrétiens... »*, Fidenza, Edizioni Eterea, 2010, p.40.

9. Opposée à l'interprétation religieuse de l'école d'Alexandrie qui essayait de voir la figure du Christ à travers l'allégorie, l'École d'Antioche initiée par Eustache, l'évêque d'Antioche, était attentive à l'interprétation littérale et à l'étude historique et grammaticale de la Bible.

Naissance d'un empire

Créée vers 300 av. J-C par Séleucos Ier Nicator, fondateur de la dynastie des Séleucides¹⁰, la cité d'Antioche a été construite, ainsi que son port en Séleucie de Piérie (l'actuelle ville de Samandağ), dans l'objectif de concurrencer l'hégémonie d'Alexandrie en Méditerranée orientale. Située à une vingtaine de kilomètres de la mer continentale, protégée par un site défensif naturel entre le Mont Silpius et le Mont Staurin, Antioche sur l'Oronte se développe rapidement au carrefour des voies conduisant vers l'Anatolie, la Mésopotamie et la Palestine et devient capitale de l'Empire Séleucide sous Antiochos I Sôter (280-261 av. J-C) par synœcisme de plusieurs villages avoisinants¹¹. La ville connaît un essor démographique rapide grâce à l'apport de 3 500 familles, composées essentiellement d'Athéniens et de colons Grecs déplacés d'Antigonie (ancienne capitale située à quelques neuf kilomètres en amont sur l'Oronte), des Macédoniens et des Juifs. Plusieurs estimations concordantes évoquent une population totale de la ville à sa fondation entre 17 000 et 25 000 habitants, à l'exclusion des esclaves et des colons.

En 64 av. J-C, Antioche sur l'Oronte devient capitale de la province romaine de Syrie avec le statut de « cité libre » sous le règne de Pompée et le demeure jusqu'à l'époque byzantine (395-1453 ap. JC). Qualifiée par Jules César (100-44 av. J-C) de « métropole de l'Asie », cette ville prospère a été portée à un haut degré de splendeur par les Séleucides avant de jouir des avantages de la modernité apportée par l'occupation romaine. L'apparition de temples, aqueducs, bains, basiliques et colonnades, fait de la ville cette « couronne de l'Orient » où vit une population hétéroclite et où se développe une vie culturelle intense¹².

Multiculturalisme et religions

Les *Actes des Apôtres*, cinquième livre du *Nouveau Testament*, relate les débuts de l'Église primitive qui se constitua autour des Apôtres à Jérusalem et se répandit ensuite en Judée, Galilée et Samarie. A cette époque, Antioche était une ville florissante de près d'un demi-million d'habitants. Elle abritait d'une part une importante école de philosophie de tradition aristotélicienne, le centre de l'enseignement hellénistique et

10. Les Séleucides sont une des grandes dynasties, avec les Antigonides (en Macédoine) et le Lagides (en Égypte) à avoir régné de manière durable sur une grande partie de l'empire d'Alexandre le Grand. Celui-ci, disloqué à la mort du roi Alexandre en 323, vit réunies ses satrapies en divers ensembles plus ou moins grands dont le plus imposant échut à Séleucos, auto-proclamé *basileus* en 305.

11. Nommément Lopolis, Joppé, Méroé et Bottia.

12. E. Will, « Antioche sur l'Oronte, métropole de l'Asie », *Syria*. Tome 74, 1997, pp. 99-113.

de la langue grecque, était un port commercial de première importance et rassemblait une population hétérogène où se côtoyaient Syriens, Grecs, Chaldéens, Juifs et Romains (dont la colonie juive la plus nombreuse de toute la Syrie)¹³. Si le climat religieux était majoritairement païen de tradition grecque - en témoigne le temple d'Apollon à Daphné¹⁴ célébré dans le monde entier - il n'en reste pas moins que, grâce à un cosmopolitisme sans précédent en Méditerranée, Antioche fut un lieu privilégié au sein duquel se noua un profond contact entre la civilisation hellénistique et les cultures et religions d'Orient. Les persécutions qui suivirent le martyre de Saint-Étienne¹⁵ poussèrent la communauté des premiers zéloteurs de Jésus Christ à quitter Jérusalem pour se réfugier en Phénicie, sur l'île de Chypre, mais aussi à Antioche aux environs de l'an 37 ap. J-C. Le christianisme se répandit initialement parmi la nombreuse communauté des Juifs, puis les païens qui vénéraient Apollon et Zeus mais qui avaient une certaine sympathie pour le judaïsme tout en ayant des réticences face au rite de la circoncision et à l'observance de la loi moïsiaque. Alors que dans un premier temps, les apôtres acceptèrent que le message du Christ soit aussi destiné aux non-Juifs¹⁶, le chapitre 11 de l'Acte 5 du *Nouveau Testament* consacre la ville d'Antioche comme lieu fondateur de la culture chrétienne, où les disciples de Jésus le Nazaréen abandonnèrent leur nom de « galiléens » ou « nazaréens » pour adopter celui de « chrétiens » au milieu du 1er siècle¹⁷. Antioche devint alors très vite le siège de l'un des patriarcats chrétiens d'Orient, se réclamant de l'apostolat de Saint-Pierre. Au IVe siècle, l'Église d'Antioche était considérée comme la plus importante de la chrétienté après Rome et Alexandrie, bien que son importance religieuse déclinât progressivement

13. M.G. Zambon, D. Bertogli, O. Granella, *op. cit.*, p.40.

14. *Harbiye* en turc, cette ville est située à quelques 7 kilomètres de l'actuelle Antioche et est désormais un bastion alaouite.

15. En Orient comme en Occident, la figure d'Étienne revêt une importance cruciale pour les premières communautés chrétiennes et joue un rôle non négligeable dans la scission progressive d'avec le judaïsme et la montée de l'antijudaïsme chrétien. Au chapitre 6 des *Actes*, il représente ainsi le « juif hellénistique » converti au christianisme et choisi avec six autres « hommes de bonne réputation, d'Esprit Saint et de sagesse » pour devenir les diacres chargés d'assister les apôtres. Accusé de blasphème contre Dieu, contre Moïse, contre la Loi et contre le Temple de Jérusalem, Étienne se défend par un discours dialectique qui lui vaudra d'être lapidé à mort. Le personnage d'Étienne, premier martyr de la chrétienté (protomartyr), sera alors à l'origine du culte des Saints.

16. « Ceux qui avaient été dispersés par la persécution survenue à l'occasion d'Étienne allèrent jusqu'en Phénicie, dans l'île de Chypre, et à Antioche, annonçant la parole seulement aux Juifs./ Il y eut cependant parmi eux quelques hommes de Chypre et de Cyrène, qui, étant venus à Antioche, s'adressèrent aux Grecs, et leur annoncèrent la bonne nouvelle du Seigneur Jésus./ La main du Seigneur était avec eux, et un grand nombre de personnes crurent et se convertirent au Seigneur. » 11 :19-21.

17. « Et une foule nombreuse se joignit au Seigneur/ Barnabas se rendit ensuite à Tarse, pour chercher Saul ; et, l'ayant trouvé, il l'amena à Antioche. Pendant toute une année, ils se réunirent aux assemblées de l'Église, et ils enseignèrent beaucoup de personnes. Ce fut à Antioche que, pour la première fois, les disciples furent appelés chrétiens. » Ac 11 :24-26.

suite à la montée en puissance de Constantinople et l'élévation de Jérusalem en patriarcat.

Riche de ces apports successifs, Antioche semble finalement s'être cristallisée dans une histoire au passé, souvent méconnue des contemporains. La littérature abondante la concernant, l'héritage architectural qu'elle abrite, ne suffisent plus à entretenir une tradition de « vivre-ensemble » inter-communautaire, bousculée par des politiques nationales contradictoires et des événements géopolitiques extérieurs comme le conflit syrien. Ainsi, si la présence d'une véritable mosaïque religieuse est encore attestée, elle semble néanmoins avoir perdu de son dynamisme depuis deux décennies du fait de politiques gouvernementales profitant davantage à la communauté turque sunnite. La « ville de la tolérance », semble désormais surtout incarner les choix politiques du gouvernement conservateur au pouvoir.

Les limites de la cohabitation : vers une ségrégation socio-spatiale ?

Située aux abords de l'actuelle frontière turco-syrienne, Antioche sur l'Oronte a été marquée par les bouleversements historiques majeurs du XXe et du XXIe siècle. Les deux guerres mondiales, le génocide arménien ou la présente guerre civile syrienne ont évidemment pesé dans la balance démographique de la ville, qui a subi de plein fouet les flux et les reflux d'habitants associés à ces drames. Le rapport de force inter minoritaire de la localité n'a cessé d'évoluer et aujourd'hui, le long passé de cosmopolitisme de la ville semble bien remis en cause. L'actualisation des chiffres démographiques révèle en effet une réalité en demi-teinte, affaiblissant d'autant l'exemple de multiculturalisme et de vivre-ensemble ambitieux qu'Antioche prétend incarner. Sur une population de 213 296 habitants¹⁸, Antioche compte actuellement, vingt juifs (contre 1 500 à 2 000 il y a une cinquantaine d'années)¹⁹, quatre-vingt catholiques, trois cent dix familles grecques orthodoxes, une centaine de protestants, quelques milliers d'alaouites et de sunnites²⁰. Ces chiffres laissent percevoir un essoufflement important des confessions chrétienne ou juive face à un islam sunnite qui ne cesse de se renforcer²¹. Les enjeux politiques, économiques et sociologiques qui pesaient sur la province turque du Hatay ont imposé aux minorités d'Antioche une cohabitation voire un syncrétisme forcé, désormais perceptible dans le tissu urbain.

De la cohabitation au syncrétisme

La Première Guerre mondiale (1914-1918) et les événements qui en découlèrent ont contribué au nouveau visage d'Antioche. Dès 1915, la communauté arménienne subit des persécutions de la part du gouvernement des « Jeunes Turcs ». Les déplacements forcés massifs des Arméniens les pousseront à se réfugier le long de la frontière turco-syrienne, et notamment dans la province du Hatay, où seule une

18. Selon un croisement des données de l'Institut nationale de Statistique Turc <<http://turkstats.tr> et <http://www.citypopulation.de/php/turkey-hatay.php>>

19. Entretien avec Haron Cemal, fait le 28 février 2013 à Antioche.

20. Selon les informations recueillies sur le terrain.

21. Cette idée sera développée plus avant dans cet écrit.

poignée d'entre eux demeurent encore aujourd'hui dans le village arménien de Vakıflı, situé à quelques kilomètres d'Antioche.

Terre de départ, la province du Hatay le sera de nouveau à l'approche de la Seconde Guerre mondiale. En effet, la chute de l'Empire ottoman, suivi des accords Sykes-Picot (1916) et San Remo (1920), divise l'empire en plusieurs territoires attribués aux nouvelles puissances tutélaires : la France et le Royaume-Uni. De 1920 à 1925, la région d'Antioche sur l'Oronte devient, sous le mandat français, le Sandjak d'Alexandrette et est réintégrée au sein de la Syrie, elle-même sous tutelle française. Malgré une population mixte, essentiellement arabophone, un traité franco-turc est signé le 20 octobre 1921 (dit « Franklin-Bouillon ») et instaure une turquisation forcée du territoire²². La « question du Sandjak » se concrétise en 1936. Alors que la France envisage d'offrir à la Syrie son indépendance, la jeune République de Turquie réclame le territoire du Sandjak d'Alexandrette, considéré comme étant majoritairement peuplé de turcophones. Les prémices de la Seconde Guerre mondiale laissent présager une alliance inopportune entre la Turquie et l'Allemagne, et la France accorde, par le biais de la SDN et grâce à un recensement et des élections jugés frauduleux, l'indépendance du Sandjak qui deviendra alors brièvement la « République du Hatay²³ ». Le 23 juin 1939, un accord de cession du Sandjak de la France à la Turquie est signé, alors que la proclamation officielle de l'annexion à la Turquie est annoncée quelques heures plus tard. Redoutant la réaction de la jeune République de Turquie envers les minorités non turques, plusieurs dizaines de milliers d'arabes et d'arméniens sont contraintes à l'exil. Parmi eux, près de 8000 chrétiens quittèrent Antioche sur l'Oronte pour la Syrie et le Liban, marquant alors « la lente agonie du christianisme dans l'ancien Sandjak d'Alexandrette.²⁴ »

Ces événements ont profondément marqué les minorités d'Antioche. Les départs massifs ont affaibli ces différentes communautés, contribuant d'autant à l'essoufflement de leur représentation numérique. Depuis lors, les communautés juives, arméniennes et chrétiennes, peinent à trouver un second souffle, et aujourd'hui la ville d'Antioche, passée sous l'égide de l'AKP, voit son peuplement sunnite se renforcer.

Le renouveau des tensions autour de ces changements de population est bien illustré par le vol, voici quelques années, d'une sculpture figurant la paix et la tolérance, installée sur un rond point à l'entrée de la ville. Hautement stylisée, cette dernière représentait deux

22. L'article VII du traité stipule : « Un régime administratif spécial sera institué pour la région d'Alexandrette. Les habitants de race turque de cette région jouiront de toutes les facilités pour le développement de leur culture. La langue turque y aura un caractère officiel. » (Gilquin, 2005, p.172)

23. B. Khoury, «L'éphémère Sandjak d'Alexandrette. Chronique d'une annexion annoncée », *Les Carnets de l'Ifpo. La recherche en train de se faire à l'Institut français du Proche-Orient* (Hypotheses.org), 9 octobre 2012, consulté le 11 juillet 2015.

24. Entretien avec Père Dimitri, fait le 26 février 2013 à Antioche.

mains ouvertes, sur une colonne grecque, symbole du puissant héritage historique de la ville. Une main supportait le globe terrestre, et l'autre le croissant islamique, l'étoile de David et la croix chrétienne. Si les circonstances du larcin n'ont pas été clairement identifiées, le voleur a pris soin de laisser le globe et le croissant islamique, avant que la mairie ne se charge d'enlever le symbole de l'islam pour éviter de froisser les sensibilités religieuses²⁵.



Quelques initiatives locales ont cependant vu le jour grâce à la volonté de certains représentants de ces minorités religieuses. Afin de recréer un dynamisme, et de promouvoir la tolérance religieuse, l'association CARITAS, portée par la Sœur Barbara (chrétienne catholique), s'appuie sur les donateurs et les pèlerins européens pour recréer une communauté des croyants toutes religions confondues. Ainsi, grâce à la rénovation laborieuse de plusieurs maisons traditionnelles, l'association CARITAS vend des objets artisanaux sous le logo des trois religions monothéistes afin de venir en aide aux réfugiés syriens. Cette rue a été surnommée « la rue des amis » et est symboliquement située à équidistance de l'église catholique, de la synagogue et de la mosquée Habib Neccar, dans le quartier historique de la ville.

Une simple association caritative et une sculpture urbaine incarnent ainsi cette idée unificatrice, cette représentation géopolitique au sens lacostien²⁶ du terme, qui a permis aux citoyens d'Antioche de construire un vivre-ensemble autour de leur cité et de leurs lieux de culte. Leur cohabitation est perçue comme naturelle, puisqu'elle se situe dans une continuité historique.

25. Entretien avec Firdevs Eraslan, fait le 14 février 2013 à Antioche.

26. « Une représentation, surtout si elle est collective, a une fonction : elle décrit, exprime une partie de la réalité, de façon floue ou précise, déformée ou exacte », Y. Lacoste, *Dictionnaire de géopolitique*, Flammarion, Paris, 1995, p. 1275

Pour autant, les efforts de cohabitation ne défont pas la nécessité du syncrétisme. Depuis 1988, l'église catholique d'Antioche, conduite par Père Domenico, s'est liée avec l'église orthodoxe grâce à une ordonnance spéciale de Rome unique au monde, autorisant les orthodoxes et les catholiques à célébrer la Pâque le même jour²⁷. Ce statut d'exception répond aux exigences de la démographie, les catholiques étant à peine quatre-vingt et les orthodoxes plus de dix fois plus nombreux : il s'agissait de faire en sorte que les cérémonies religieuses soient célébrées en même temps ou en léger décalage, afin que les familles de confession mixte (particulièrement fréquentes dans la région, les catholiques étant trop peu nombreux pour se marier entre eux, les mariages mixtes avec des orthodoxes sont pratiqués comme un moindre mal²⁸) puissent assister à toutes les messes. Dans cette perspective, les horaires ont été aménagés puisque, chaque semaine, le service du dimanche est célébré à 11h à l'église orthodoxe et à 14h à l'église catholique²⁹. Cet exemple de « mariage mixte » et les obligations d'adaptation qu'il entraîne sont révélateurs d'une certaine prise de conscience par les responsables religieux. Tous ceux rencontrés sur le terrain ont affirmé avoir un « devoir de mémoire » pour faire perdurer le cosmopolitisme et la réputation d'Antioche de « ville de la paix ». Mais la bataille est de plus en plus difficile à mesure que les enjeux économiques et politiques prennent le pas sur le reste.

L'église Saint-Pierre-et-Paul, dite « Grotte de Saint-Pierre », témoignage historique et lieu important de la foi chrétienne, illustre également les enjeux de la mixité religieuse à Antioche. Située sur le versant du Mont Stauris, à un kilomètre du centre-ville, il s'agit d'une cavité naturelle initialement utilisée pour les rites païens. Utilisée comme cimetière chrétien probablement pendant les croisades, elle est encore à ce jour un des premiers vestiges reconnus de l'Église catholique. Confisquée par les Mamelouks, puis rendue aux orthodoxes par les Ottomans aux alentours de 1580, la grotte a ensuite été utilisée comme lieu de culte chrétien jusqu'au milieu du XIXe siècle. Elle est devenue la propriété du consul de France à Alep en 1856, qui l'offrit à l'église catholique. Elle appartient désormais à l'État turc, qui y perçoit des droits d'entrée depuis 2005³⁰. Les Frères capucins d'Antioche y célèbrent encore occasionnellement la messe. Symbole partagé des religions du Livre, les musulmans y prient parfois, aux côtés de fervents chrétiens et de touristes curieux. Ce déplacement de symboles sur un même lieu de culte est à l'image de la ville d'Antioche et de la province du Hatay en général.

Quant à la communauté d'Haron Cemal, l'actuel rabbin d'Antioche, elle ne représente plus que vingt personnes dans une

27. Dus à la conservation du calendrier julien par de nombreuses communautés orthodoxes, huit jours séparent initialement les deux célébrations pascales.

28. Entretien avec Père Dimitri, fait le 26 février 2013 à Antioche.

29. *Ibidem*

30. M.G. Zambon, D. Bertogli, O. Granella, *Antioche sur l'Oronte : « où les disciples furent appelés chrétiens... »*, Fidenza, Edizioni Eteria, 2010, p. 40.

proportion parfaite d'hommes et de femmes. Cela fait des années que son départ à la retraite est repoussé, faute de nouveau rabbin pour lui succéder. Depuis l'élection d'un maire AKP à la tête de la ville en 2009, de nouveaux projets immobiliers ont vu le jour, et la dernière synagogue d'Antioche sur l'Oronte est menacée par les plans de la commune. L'absence de relève et la faible présence numérique des Juifs dans la ville pourraient entraîner à terme un déplacement rapide de la communauté vers une ville comme Samandağ où les juifs demeurent nombreux³¹. Antioche sur l'Oronte perdrait alors un des symboles sur lequel elle fonde sa réputation, ce cosmopolitisme consolidé en 300 avant notre ère lorsque les rois séleucides encouragèrent les Juifs à s'établir dans la cité en leur accordant l'intégralité des droits de citoyen³². Ils représentaient alors entre 20 000 et 60 000 personnes, soit plus de 10% de la population³³.

Il apparaît évident désormais que la mosaïque religieuse associée à l'image d'Antioche et cultivée par la Turquie dans son ensemble est en péril. La dynamique démographique des communautés témoigne des dysfonctionnements et inégalités des financements nationaux dans un contexte urbain jadis supposément idyllique.

Une ségrégation socio-spatiale de facto

« L'Antioche ottomane comportait des quartiers à peuplement ethnique différencié : au centre, l'aristocratie turque des propriétaires fonciers ; autour, la population arabophone ou chrétienne ou alaouite, et enfin les Arméniens. On ne saurait guère douter que la grande métropole que fut Antioche antique n'ait groupé une population fort diverse venue des régions voisines, Sémites de Syrie, Arméniens, Anatoliens de Cappadoce et de Cilicie, Iraniens aussi.³⁴ »

L'aménagement territorial de la localité d'Antioche révèle de manière criante une certaine perception de la mixité culturelle *alla turca*. Miroir de la mosaïque nationale turque par la concentration d'une présence multi-ethnique et multi-confessionnelle riche, Antioche est en réalité le reflet d'une fracture nationale importante. Car si la Turquie peut se prévaloir d'une certaine hétérogénéité culturelle héritée de la période ottomane, l'intégration de ces minorités dans le tissu social turc pose encore aujourd'hui de nombreuses questions.

Si, dans la localité d'Antioche, de nombreux lieux de cultes issus de religions minoritaires (orthodoxe, juive, protestante et catholique) ont

31. Entretien avec Haron Cemal, fait le 28 février 2013 à Antioche.

32. Selon l'historiographe Josèphe (vers 37-100 ap. J-C), *Ant.*, XII, 3, 1 ; XIV, 42, 6.

33. A. Bouché-Leclercq, *Histoire des Séleucides, 323-64 avant J-C*, Culture et civilisation, 1963, 727 p.

34. E. Will, « Antioche sur l'Oronte, métropole de l'Asie », *Syria*, Tome 74, 1997, pp. 99-113.

été détruits au cours des siècles, cinq vestiges perdurent cependant dans le centre historique de la ville, soit deux églises catholiques, une église orthodoxe, une église protestante et une synagogue, tandis que de nombreuses mosquées s'imposent dans le paysage urbain. Si un certain métissage existe entre les communautés religieuses, nécessaire à la pérennité de certaines religions minoritaires et faiblement pratiquées, les interactions entre les minorités ethniques de la ville d'Antioche relèvent en fait plus souvent de la cohabitation passive que d'une véritable intégration et d'un effort de cohésion.

A l'image de l'ensemble de la Turquie, la population d'Antioche est très majoritairement sunnite. Si l'État laïc turc ne produit officiellement pas de statistiques ethniques ou religieuses³⁵, il est aisé de se rendre compte du rapport de force inter minoritaire et religieux en se promenant dans la ville. La communauté dominante turque sunnite est installée dans le centre historique et la périphérie Nord, Nord-Est de la ville. Elle profite d'un réseau de transport efficace, et participe au dynamisme de la ville ; la plupart des hommes politiques ou des notables sont sunnites.

Les alaouites³⁶ forment encore une communauté importante, mais essentiellement concentrée sur la périphérie Sud-Ouest ; présents dès le quartier de Sümerler et jusqu'à la ville côtière de Samandağ, ils fournissent l'essentiel des habitants des villages montagneux. Profitant jusque récemment du commerce transfrontalier avec la Syrie, les alaouites d'Antioche semblent peu bénéficier des services municipaux et se sont retranchés dans des quartiers résidentiels au bâti élevé. Malgré des revenus souvent confortables, plusieurs témoignages recueillis sur le terrain signalent des différences de traitement, les projets novateurs étant selon eux réservés au quartier sunnite, trop loin des quartiers alaouites peu desservis par les transports en commun ; ainsi, le raccordement au gaz aurait été fait deux à trois ans plus tard pour le quartier alaouite³⁷.

Les chrétiens et les juifs se sont regroupés autour de leurs lieux de culte, dans le centre historique de la ville, et participent *de facto* au paysage et à la vie locale de la ville en dépit de leur faible représentation numérique.

Enfin, la communauté kurde se renforce. Premiers habitants du Sud-Est de la Turquie, certains Kurdes ont en partie été poussés à l'exode par la quasi guerre civile entre l'État turc et le PKK (Partiya

35. Bien que les cartes d'identités turques mentionnent la religion de chaque individu.

36. Les alaouites (ou nusayris) constituent un groupe ethnique et religieux issu du djébel Ansariya situé au nord de la Syrie. Présents essentiellement en Syrie, au Liban et en Turquie dans la province du Hatay, les alaouites se distinguent des alévis par leur origine ethnique arabe (les alévis sont turcs). Très minoritaire à l'échelle nationale turque, déconsidérés par la branche sunnite majoritaire de l'islam, les alaouites n'observent pas les mêmes rites et communient dans une foi cachée – la doctrine alaouite professant la croyance de la bénédiction de l'Esprit saint dans la succession des imams chiites.

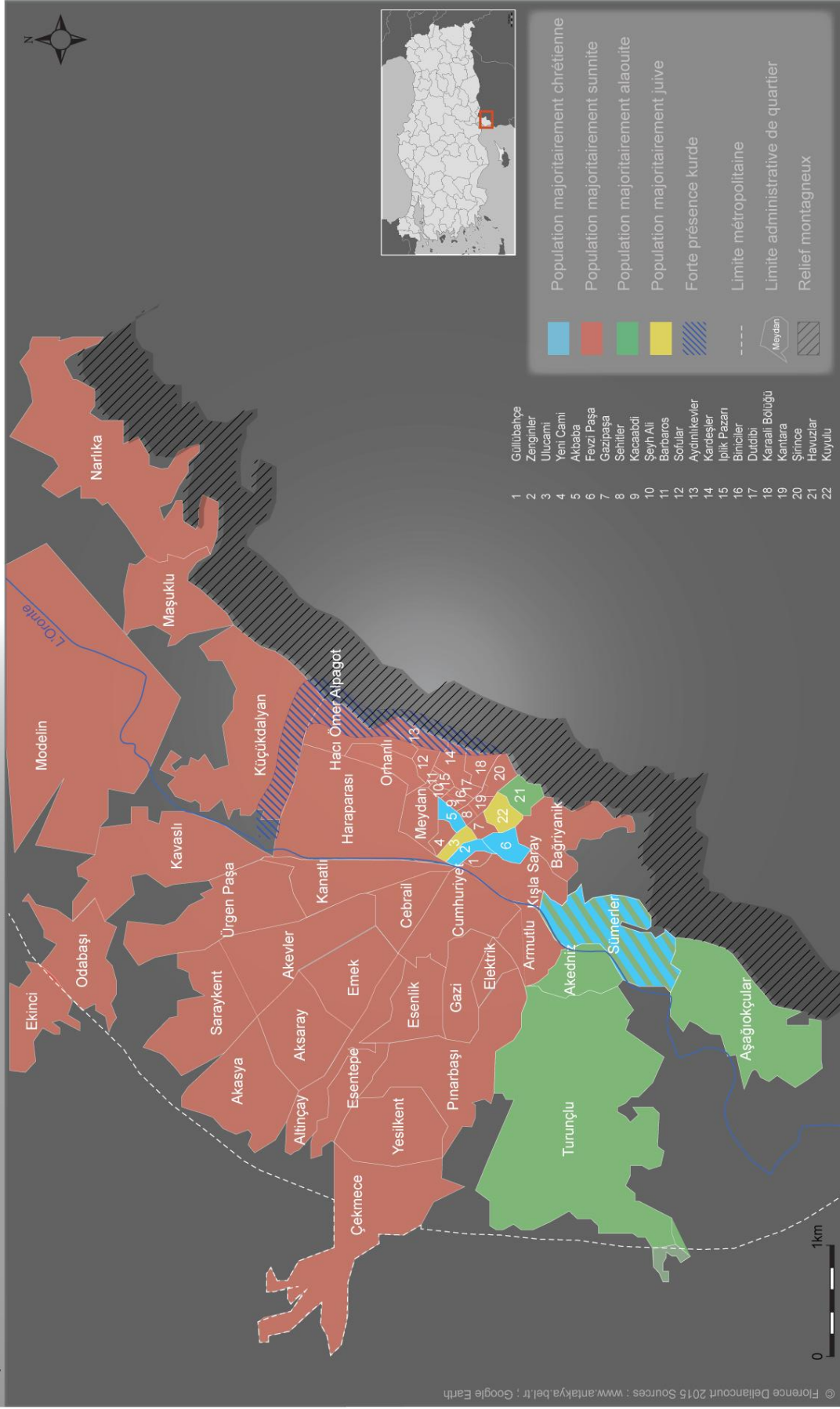
37. Entretien avec Sema Eşki, habitante d'Antioche, fait le 18 janvier 2015 via Skype.

Karkerên Kurdistan, Parti des travailleurs du Kurdistan) dès les années 1980³⁸. Ceux qui se sont installés à Antioche sont peu intégrés dans la société locale. Marginalisés dans le quartier sunnite de la vieille ville et sur les flancs de la montagne Habib Neccar, à proximité de la Grotte de Saint-Pierre, ils ne bénéficient aucunement du confort urbain de la municipalité. L'absence totale d'eau potable ou de système d'égouts leur impose une culture auto-suffisante de fortune, et ils vivent ainsi de l'élevage des poules et de la générosité des touristes curieux.

Il apparaît alors qu'en fonction de leur ancrage au sein de la municipalité d'Antioche et de leur degré d'intégration sociale, les différentes minorités s'éloignent peu à peu du centre-ville, pour échouer, à l'image de la communauté kurde, dans les marges spatiales de la ville. Mais ce simple constat sur le paysage métropolitain traduit en réalité des mécanismes bien plus profonds, issus de réflexes communautaires ancrés historiquement et souvent difficiles à surmonter.

38. Le parti kurde formé en 1978 par le leader Abdullah Öcalan, le PKK, est une organisation armée prônant la formation d'un Kurdistan indépendant. Le début de la lutte armée contre le gouvernement turc en 1984 a entraîné un important exode de populations civiles kurde vers les villes de la frontière turco-syrienne ou de l'Ouest.

Répartition confessionnelle de la localité d'Antioche sur l'Oronte



© Florence Dellacourt 2015 Sources : www.antakya.bel.tr ; Google Earth

Des mécanismes communautaires profondément ancrés

Les politiques locales, régionales ou nationales ne sont pas seules en cause dans la répartition spatiale des minorités de la localité d'Antioche ; la perception du territoire et les représentations que s'en font les acteurs sont autant de limites au métissage. Une approche pluridisciplinaire de la question permet d'en mieux cerner les contours. Fondateur de la notion académique de la géopolitique en France, Yves Lacoste affirme que cette dernière est avant tout : « l'étude des rivalités de pouvoir(s) et/ou d'influence(s) sur un territoire donné. » A une échelle locale, les rivalités de pouvoirs sont tout à la fois nombreuses et transverses et peuvent aussi bien être expliquées par des facteurs économiques, politiques, historiques, sociologiques et culturels. En ce sens, l'approche géopolitique engagée dans notre article se doit d'inclure toutes les différentes facettes liées à l'intégration des minorités dans le territoire de la ville afin d'étendre cet écrit à toutes les interprétations possibles, sans en omettre aucune.

Dans son *Dictionnaire de Géopolitique*, Yves Lacoste écrit qu'«une représentation, surtout si elle est collective, a une fonction : elle décrit, exprime une partie de la réalité, de façon floue ou précise, déformée ou exacte³⁹ ». Dès lors, qu'importe la véracité de la représentation, du moment qu'elle porte une communauté, celle-ci doit être prise en compte ; elle fera partie de l'Histoire, d'une vision commune, d'un ressentiment aussi parfois. Ainsi, si les alaouites constituent la deuxième communauté la plus importante d'Antioche, leur façon d'appréhender le territoire les pousse, indirectement, à demeurer dans une dynamique communautariste, confortable puisque rassurante. Interrogée sur le sujet, le médecin alaouite, Firdevs Eraslan, justifie l'isolement de sa communauté en périphérie Sud-Sud-Est par l'imaginaire collectif lié à la montagne⁴⁰. Les diverses vagues d'oppression à l'encontre des alaouites et alévis du pays (tout comme les Kurdes et les Arméniens) auraient finalement poussé ces populations opprimées dans les montagnes, lieu refuge par excellence. Aujourd'hui encore, les villages alaouites qui prolongent la ville de Harbiye jusqu'à Samandağ, tels que Samankaya, Yeşilpınar, Bahçeköy, Değirmenyolu, sont tous situés sur les flancs de la montagne Habib Neccar, à une altitude suffisamment importante pour les maintenir dans cette nouvelle forme d'auto-ségrégation (ou ségrégation choisie), qui favorise tout à la fois le comportement endogame et la peur de l'Autre. En outre, la pratique de leur religion liée à l'islam chiite ne leur assigne pas un lieu de culte en particulier ; contrairement aux autres minorités religieuses d'Antioche, leur quartier, cette petite unité administrative de la période ottomane (*mahalles*), ne s'est par conséquent pas construit autour d'un lieu emblématique culturel de rassemblement, ce qui peut

39. Y. Lacoste, *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Flammarion, 1995, 1728 p., p. 1275.

40. Entretien avec Firdevs Eraslan, fait le 14 février 2013 à Antioche.

partiellement expliquer leur absence dans le centre historique de la ville et leurs difficultés d'identification à un territoire dit urbain.

Dans son fonctionnement inter-communautaire/inter-ethnique, la ville d'Antioche présente donc un engrenage résultant de trois dynamiques étroitement associées que sont la localisation, la capacité de déplacement physique et les pratiques et relations sociales. La spatialisation de la religion, accentuée par l'impact de l'Histoire, a entraîné un inéluctable découpage de la ville, rapidement sectorisée en fonction de ces diverses communautés religieuses et ethniques. La tolérance, fondement de la réputation d'Antioche, semble relever bien plus d'une tendance syncrétique et marginale, nécessaire à la survie des minorités, que d'une véritable cohabitation ou d'un phénomène d'acculturation progressif et pacifique. Antioche sur l'Oronte serait finalement victime de ses propres slogans : la mosaïque religieuse constitutive et fondatrice de sa réputation internationale n'est, en réalité, qu'une vitrine multiculturelle habilement mise en scène par un gouvernement turc de moins en moins neutre, et qui joue de plus ouvertement des polarisations sociales.

Le politique par l'urbain

Antioche sur l'Oronte est certes une ville cosmopolite dans la mesure où elle concentre en son sein un nombre important d'ethnies et de religions. Elle est aussi, de ce fait, devenue un véritable atout politique pour le gouvernement de l'AKP. Alors que la Turquie essaie de se faire une place sur la scène internationale, frappant à la porte de l'Europe et se posant en acteur incontournable au Moyen-Orient, des villes comme Antioche participent à véhiculer l'image *marketing* d'une Turquie tolérante et d'un « vivre-ensemble » rassurant au milieu du chaos régional.

Cette stratégie d'image s'appuie sur des réformes administratives concrètes. Le 11 novembre 2012, le gouvernement turc a fait voter une loi de réorganisation territoriale, la loi 6360, qui transforme le statut de treize villes secondaires, dont Antioche, pour en faire des « municipalités métropolitaines » (*Büyükşehir Belediyesi* en turc). Si les conséquences d'une métropolisation forcée ne sont pas encore visibles, cette loi pourrait, à long terme, modifier le paysage et l'ordre urbain établi. Le gouvernement a pu redessiner certaines circonscriptions, favorisant ainsi les votes pro-AKP quelques mois seulement avant les élections municipales (mars 2014), présidentielles (août 2014) et législatives (juin 2015). Que le redécoupage ait ou non de réelles visées électorales, cette loi méconnue pourrait quoiqu'il en soit modifier à terme le fragile tissu social et identitaire d'Antioche.

Une vitrine multiculturelle politisée

La République de Turquie est un pays constitutionnellement laïc⁴¹, peuplé très majoritairement de musulmans sunnite (entre 85 et 95% selon les statistiques⁴²). Si les Turcs considèrent leur pays comme un État séculier, le renouveau religieux conduit par le parti islamo-conservateur est réel, et ébranle la laïcité établie. En effet, malgré d'importantes réformes concernant les droits des minorités religieuses et culturelles, imposées notamment en 2001 et 2004, en prélude à

41. Selon les principes de la Constitution de 1924, modifiée en 1937.

42. <<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/tu.html>> consulté le 21 janvier 2015, <<http://www.nationmaster.com/country-info/profiles/Turkey/Religion>> consulté le 21 janvier 2015.

l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union Européenne⁴³, l'État turc continue d'organiser la communauté des croyants. Les papiers d'identité mentionnent la religion de chacun, et la puissante Direction des affaires religieuses (*Diyanet*), organisme étatique directement dépendant du Premier ministre, finance et organise le culte musulman sunnite depuis 1924. La formation et le salaire des imams – qui sont des fonctionnaires de l'État turc, ainsi que la construction et la réparation des mosquées, sont ainsi directement financés par les impôts prélevés sur l'ensemble de la population turque, qu'elle soit musulmane sunnite ou non, tandis que les prêches hebdomadaires sont validés au préalable par le Diyanet avant d'être dispensés aux croyants.

En outre, bien que le Traité de Lausanne consacre depuis 1923 les droits civils, politiques et culturels des minorités non musulmanes⁴⁴, en pratique, seules les minorités religieuses grecque, arménienne et juive sont reconnues comme telles par l'État turc. Les musulmans alévis ou alaouites, les chrétiens anglicans, les grecs orthodoxes arabes, les bulgares catholiques, les catholiques latins (romains), chaldéens (catholiques), les évangéliques, les syriaques catholiques ou orthodoxes et les Églises protestantes évangéliques ne bénéficient pas de ces dispositions protectrices des droits. De nombreux rapports d'ONG de l'Union européenne ont pointé du doigt les inégalités majeures d'un tel arrangement, sans pour autant faire réagir le gouvernement⁴⁵. L'absence de statut juridique de ces communautés, qui ne sont pas même reconnues en tant qu'associations, génère de nombreux problèmes financiers, mobiliers et immobiliers ; les cultes non musulmans ne pouvant officiellement percevoir ni revenus des fidèles, ni subventions de l'État. De même, la liberté de construction de lieux de culte par les minorités est purement théorique, faute de pouvoir demander légalement des permis de construire. Selon Jean-Paul Burdy, plus de 4 000 propriétés appartenant à des minorités musulmanes non reconnues auraient en outre été confisquées depuis 1974, nombre de confiscations ou spoliations reposant sur le flou qui entoure les titres de propriété datant de l'époque ottomane⁴⁶.

43. Les révisions constitutionnelles de 2001 et de 2004 ont notamment concerné la justice d'exception, la peine de mort, l'égalité hommes et femmes, et le droit des minorités, s'approchant d'autant des standards européens de protection des droits.

44. Signé entre sept États et de la Turquie le 23 juillet 1923, le Traité de Lausanne évoque, dans la Section III concernant la « Protection des Minorités », les règlements sur la « protection des minorités non musulmanes » en Turquie (articles 37 à 45).

45. Le rapport d'avancement de la Commission européenne daté d'octobre 2014 note que si de nombreux efforts ont été fait dans plusieurs domaines, celui de la question des minorités reste à débattre : « There is a need for comprehensive reform of legislation on freedom of thought, conscience and religion and application of this legislation, in line with ECtHR rulings, Council of Europe recommendations and EU standards. This relates also to issues regarding the indication of religious affiliation on identity cards, conscientious objection, legal personality of religious bodies and institutions, places of worship, and work and residence permits for clergy. Progress on the issue of Cem house recognition would resolve many grievances. »

46. « Les terrains étaient souvent achetés sous un prête-nom ou mis au nom d'un saint, ou de la Vierge. (...) Certains rapports d'ONG parlent d'une logique d'attrition », observe

S'il n'existe aucun chiffre officiel concernant le nombre exact des lieux de culte de diverses confessions, on considère qu'il y aurait plus de 80 000 mosquées⁴⁷, pour 240 églises et une trentaine de synagogues⁴⁸ ouvertes au culte sur l'ensemble du territoire national. La surreprésentation des mosquées par rapport aux autres lieux de culte témoigne de la prédominance de l'islam sunnite et illustre le rapport de force inégal entre les croyants de religions minoritaires et ceux de l'islam officiel. Visible dans les grandes villes touristiques à l'image d'Istanbul, où les mosquées sont désormais omniprésentes⁴⁹, ce phénomène est également largement perceptible à Antioche. Selon de nombreux témoignages recueillis sur place, le gouvernement s'est souvent saisi de lieux cultuels pour les reconverter en mosquées ou profiter de leur attractivité pour les détourner en musées, comme cela a été le cas pour la grotte de Saint-Pierre. La mosquée Habib Neccar, sans doute la plus ancienne d'Antioche, est bâtie sur les vestiges d'une église. Temple romain à l'origine, ce dernier a été transformé en église franque lors de l'expansion du christianisme pour devenir une mosquée au XVIIe siècle⁵⁰. La communauté juive d'Antioche ne possède plus qu'une synagogue sur les trois historiques de la ville, les chrétiens gardent désormais deux églises seulement sur les multiples existant dans le passé ; les édifices cultuels arméniens auraient tous été rasés lors de l'expansion de la ville à la suite de leur désertion lors des massacres de 1915.

L'exemple le plus emblématique de la réappropriation du religieux par le gouvernement à Antioche est sans doute celui de la chorale appelée « Chœur des civilisations ». A l'origine du projet, Soeur Barbara, catholique d'origine allemande installée depuis plus de quinze ans à Antioche, souhaite réunir les trois religions monothéistes de la ville par la prière, le chant et la musique sacrée, en revisitant les racines des chants mystiques de toutes traditions (chaldéenne, arménienne, soufie...). Il s'agit de « faire voyager la parole de la paix »⁵¹. Le projet démarre humblement dans la maison de Soeur Barbara⁵², à la suite d'une demande de la mairie dans le cadre de la semaine du tourisme à Antioche en 2005, mais l'initiatrice est très vite mise à l'écart. En 2007 le

Jean-Paul Burdy », entretien réalisé par Jean Marcou, Lisa Montmayeur et Nicos Sigalas, Blog de l'OVIPO, publié le 18 avril 2010, consulté le 16 février 2015.

47. 'Istanbul home to most mosques in Turkey', *Hurriyet Daily News*, paru le 05/03/2013, consulté le 10/10/2015.

48. 'Türkiye'de kaç cami var?', *Haberturk*, paru le 06/03/2013, consulté le 10/10/2015

49. Dans les projets particulièrement ambitieux voire mégalomanes du nouveau Président turc Recep Tayyip Erdoğan, on peut notamment citer la mosquée Çamlica qui devrait être la plus grande mosquée d'Istanbul, avec le plus grand minaret du monde, sur un terrain de 250 000 mètres carrés sur la rive asiatique. Alors que l'opposition et la communauté laïque a vivement critiqué ce projet onéreux, l'AKP en la personne du Président de la République semble vouloir laisser un symbole du règne du parti sur la ville.

50. Entretien avec Père Domenico Bertogli, fait le 08 mars 2013 à Antioche.

51. Entretien avec Soeur Barbara, fait le 26 février 2013 à Antioche.

52. Idéalement située, du point de vue symbolique, à équidistance de l'église catholique, de la mosquée Habib Neccar et de la synagogue d'Antioche.

chœur, rebaptisé « Chorale des civilisations » rayonne sur l'ensemble de la région. Les 75 chanteurs, tous originaires d'Antioche⁵³, chantent ensemble pour diffuser un message d'union solidaire et de paix. Mais très vite, le gouverneur du Hatay nomme un coordinateur charismatique issu de l'AKP et étranger à Antioche, Yilmaz Özfirat. Celui-ci doit diriger les quelques 150 personnes impliquées dans ce qui deviendra très vite une mission marketing, le visage attendu d'une Turquie mixte et fière de sa pluralité. Des tournées nationales et internationales sont organisées pour promouvoir cet accessoire diplomatique donnant une image positive de la Turquie ; l'exercice culmine avec la nomination de l'ensemble en 2012 pour le prix Nobel de la Paix, qui sera finalement attribué à l'Union européenne...

Cette récupération politique d'un projet local par l'AKP illustre la stratégie de mise en scène idéalisée du terreau multiculturel d'Antioche. Le passé historique de la ville est sacralisé dans un processus de muséification, qui fait de l'héritage culturel d'Antioche une ressource touristique. A l'image des spots publicitaires que l'on peut trouver sur les écrans du métro stambouliote⁵⁴, Antioche est donnée comme « vitrine » de la tolérance religieuse « *alla turca* ». Bien loin de la réalité juridique et matérielle des minorités et du respect effectif des cultes, la mise en scène de la richesse culturelle, calibrée, traduit une vision politisée de la ville qui reflète les intentions touristiques et financières de la mairie. Ainsi, les diverses fêtes religieuses d'Antioche deviennent autant d'occasions d'organiser des processions « belles à l'image », presque idylliques, appuyant la stratégie de *soft power* d'une Turquie qui veut toujours apparaître comme le médiateur idéal entre les civilisations. Antioche sur l'Oronte est dans ce cadre un symbole politique qu'il convient de mesurer, de contrôler et de s'approprier. La promulgation en 2012 de la loi 6360, qui fait de la ville d'Antioche une municipalité métropolitaine, acte précisément cette prise en main politique par l'AKP.

La loi 6360 : le retour du pouvoir central

La loi 6360 était passée presque inaperçue lors de son vote à la Grande Assemblée nationale de Turquie le 11 novembre 2012 ; mais le climat électoral plus tendu de l'après-Gezi a favorisé la relance du débat sur la politique de métropolisation du gouvernement turc. Depuis 2004, le gouvernement turc a en effet entrepris de réformer les relations entre

53. Sur les 75 chanteurs, on compte 15 juifs, 15 musulmans sunnites, 15 alévis, 15 chrétiens orthodoxes et 15 catholiques.

54. Sur la vidéo diffusée dans le métro d'Istanbul (vu en 2013), les premières images mettent en scène le patrimoine religieux de la Turquie. Des grecs orthodoxes invitent le spectateur à entrer dans leur temple, les prêtres dans leur église, les imams dans leur mosquée. Les derviches tourneurs, généralement ostracisés, deviennent à l'occasion une parade exotique du religieux.

l'État central et les collectivités territoriales afin de se conformer aux exigences de l'Union Européenne. Ces réformes semblaient annoncer un tournant historique dans la gestion du territoire turc, et préparer la mise en place d'institutions intermédiaires entre le pouvoir central et le citoyen. Dans les faits, la promulgation de la loi 6360 relative à la création de treize nouvelles municipalités métropolitaines (*Büyükşehir Belediyesi*), ainsi que celle de mai 2012 sur la Transformation urbaine, révèlent au contraire plutôt une volonté centralisatrice de la part de Recep Tayyip Erdoğan⁵⁵.

Historiquement, la structuration administrative du territoire en Turquie a suivi un modèle centralisateur. Elle se caractérise par « la neutralisation politique des niveaux intermédiaires, laquelle se manifeste notamment par l'inexistence politique de l'échelon régional et le contrôle par le centre de l'échelon départemental⁵⁶ ». Si l'Empire ottoman privilégiait au départ l'administration indirecte, avec de nombreux échelons intermédiaires, la période des Tanzimat (« réorganisations », 1839-1876) a consolidé la présence et l'autorité de l'État jusqu'aux infrastructures administratives locales. Sous l'influence du modèle français, Istanbul est divisé en districts municipaux et en arrondissements en 1868, tandis que la loi sur les municipalités de province de 1877 (*Vilayetler Belediye Kanunu* en turc) instaure un conseil municipal de six à douze membres selon la taille de la localité. Dans les provinces, le Code provincial (1864) met en place une administration centralisée, où les administrateurs locaux ont la double fonction de représentant de l'État et d'exécutif de la collectivité provinciale.

Cette organisation administrative, reprise par Mustafa Kemal, demeure le fondement du système territorial turc et restera en vigueur pour l'essentiel jusqu'aux réformes des années 1980. Le « Syndrome de Sèvres »⁵⁷, traumatisme durable hérité de la défaite et du dépeçage de l'Empire ottoman, entretient en Turquie la crainte du démembrement territorial et une suspicion aiguë à l'égard de toute velléité d'autonomie locale. La province turque, potentiellement sécessionniste, doit ainsi toujours être contrôlée par le centre. Le découpage politico-administratif des kémalistes ne prend pas en compte les clivages linguistiques ou religieux ; les anciennes provinces ottomanes, jugées trop grandes, sont remplacées par soixante-trois départements (*il*) et sept régions (*bölge*), sans statut administratif ni structure institutionnelle. Ainsi, dès la période kémaliste (1923-1938), « l'histoire de chaque département est écrite en

55. « La Turquie raffole des métropoles », *Econostrum*, publié le 11/04/2013 <http://www.econostrum.info/La-Turquie-raffole-des-metropoles_a13946.html>, consulté le 19 février 2015.

56. U. Bayraktar, E. Massicard, « La décentralisation en Turquie », *Focales 07*, AFC, Août 2011.

57. Lire à ce sujet : D. Schmid, « Turquie : le syndrome de Sèvres ou la guerre qui n'en finit pas », in 1914-2014 La Grande Guerre et le monde de demain, *Politique Étrangère*, Printemps 2014, Ifri ainsi que F.M. Göçek, *The Transformation of Turkey: Redefining State and Society from the Ottoman Empire to the Modern Era*. London: I.B.Tauris, 2011.

fonction de l'historiographie nationaliste (...) L'affirmation de l'existence d'un niveau de pouvoir local distinct s'accompagne de sa dépolitisation⁵⁸ », la seule politique légitime étant déterminée au niveau national.

Un tournant s'amorce dans les années 1980, sous le gouvernement libéral de centre-droit de l'ANAP (*Anavatan Partisi*, Parti de la Mère patrie) : la distribution des ressources entre le gouvernement central et les municipalités se rééquilibre en faveur de ces dernières. La loi n°3030 du 09 juillet 1984 introduit le statut de « municipalité métropolitaine » (*Büyükşehir Belediyesi*), qui concerne seize grandes villes turques de l'Ouest et du Centre du pays. Outre un budget important – en plus de la part du budget national attribuée à chaque municipalité, 3% des impôts collectés à l'intérieur des métropoles leur sont alloués – les maires métropolitains (*Büyükşehir Belediye Başkanı*) bénéficient de droits de veto et de modifications sur les décisions des conseils municipaux métropolitains et d'arrondissements⁵⁹. La construction territoriale des unités urbaines a donc abouti à une valorisation des grandes villes qui sont désormais destinataires d'importants investissements et lieu de manœuvres politiques.

Depuis les années 2000, cette tendance à la valorisation des métropoles paraît se renforcer. En mars 2008, la loi 5747 retire à 1145 communes leur statut municipal et fixe deux conditions pour la fondation de municipalités métropolitaines (peu régulée jusqu'alors) à savoir un minimum de 750 000 habitants et le fait de recouvrir au moins trois municipalités d'arrondissement (*ilçe belediyesi*)⁶⁰. Les périmètres géographiques des municipalités métropolitaines sont étendus et absorbent les zones rurales alentour, modifiant le statut des diverses entités urbaines et leur architecture institutionnelle. Une nouvelle loi de Transformation urbaine confirme en mai 2012 l'intérêt du gouvernement turc pour l'urbain. Avec le projet très ambitieux baptisé « Vision 2023 » - pour la célébration du centenaire de la République, et l'objectif affiché de devenir l'une des dix plus grandes économies mondiales, la Turquie veut rattraper son retard et homogénéiser le territoire national. Les autorités prévoient de renouveler la moitié du bâti d'ici vingt ans, la densité des chemins de fer est devenue une priorité pour le ministère des Transports, des Affaires maritimes et des Communications, tandis que plusieurs chantiers architecturaux titanesques ont été lancés⁶¹. En promouvant treize villes⁶² au statut de municipalités métropolitaines, la

58. U. Bayraktar, E. Massicard, « La décentralisation en Turquie », *Focales 07*, AFC, Août 2011.

59. Depuis 1942, les conseils municipaux sont élus au suffrage direct, ainsi que les maires depuis 1963.

60. U. Bayraktar, E. Massicard, « La décentralisation en Turquie », *Focales 07*, AFC, Août 2011.

61. E. Çağlar, « Où va l'économie turque ? Trois scénarios à long terme », *Hérodote*, N°148, 1er trimestre 2013, p. 145.

62. Nommément Tekirdağ, Balıkesir, Manisa, Aydın, Denizli, Muğla, Trabzon, Hatay, Şanlıurfa, Kahramanmaraş, Mardin et Van.

loi 6360⁶³ votée par la Grande Assemblée de Turquie le 11 novembre 2012 semble s'inscrire dans la mouvance du « tout urbain ». 56 millions de citoyens turcs dépendent désormais d'une municipalité métropolitaine, tandis que les limites territoriales se sont vues modifier au profit de ces grandes villes, supprimant au passage plus de 1 500 municipalités de second rang (*belde belediyeleri*), rétrogradées au rang de quartier (*mahalle*) ou de villages (*köy*)⁶⁴. Cette modification territoriale avant l'échéance électorale de 2014-2015 a largement été contestée par l'opposition qui accuse le Parti pour la Justice et le développement de modifier les limites électorales à son profit⁶⁵.

Une métropolisation forcée à des fins électorales ? Le cas d'Antioche sur l'Oronte

En mars 2014, le Parti républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP, social-démocrate, héritier du kémalisme), concurrent de l'AKP, remporte les élections locales et prend la tête de la municipalité métropolitaine de Hatay. L'AKP conteste les résultats, mais la Cour Suprême de Turquie rejette unanimement cette plainte en avril⁶⁶. La passe d'armes est révélatrice des enjeux liés à ce scrutin, première "élection témoin" post-Gezi, avant les présidentielles d'août 2014 et les législatives de juin 2015. Il s'agissait d'un véritable test de solidité pour le gouvernement en place depuis 2002, alors que la Turquie connaît un ralentissement économique et une crise de confiance politique multiforme⁶⁷. La perte de Hatay au profit du parti rival sanctionne aussi manifestement la gestion par l'AKP de la crise syrienne, qui affecte directement cette région frontalière⁶⁸. Le CHP, en la personne du député Sezgin Tanrikulu, demande au Parlement d'ouvrir une enquête pour

63. L'intégralité du texte de loi est disponible librement en langue originale sur ce lien <www.tbmm.gov.tr/kanunlar/k6360.html>

64. J.-F. Pérouse, « La création de 13 nouvelles municipalités métropolitaines en Turquie par la modification de la loi N°5779 ou le triomphe écrasant de l'urbain dans l'ordre de gestion territoriale », *Dipnot*, paru le 19/11/2012, consulté le 13 mars 2013. <<http://dipnot.hypotheses.org/37#comments>>

65. 'AKP redraws Turkey despite opposition ire', *Hürriyet Daily News*, posté le 13/11/2012 <www.hurriyetdailynews.com/akp-redraws-turkey-despite-opposition-ire.aspx?PageID=238&NID=34521&NewsCatID=338>, consulté le 23 février 2014.

66. 'Board rejects AK Party's election objection for Hatay', Anadolu Agency, 29 avril 2014, <www.aa.com.tr/en/turkey/320157--board-rejects-ak-partys-election-objection-for-hatay>, consulté le 19 février 2015. Selon l'AKP – qui contrôlait jusqu'alors la région, le CHP aurait inscrit des votants décédés, handicapés ou militaires qui n'étaient pas présents dans la région au moment du vote

67. "How Erdogan did it and could blow it", par D. Dombay, *Foreign Affairs*, janvier-février 2014, consulté le 30 mars 2014, <www.foreignaffairs.com/articles/140338/daniel-dombay/six-markets-to-watch-turkey>

68. "The cities that could go at the next election", *James in Turkey*, publié le 10 mars 2014, consulté le 09 février 2015, <www.jamesinturkey.com/cities-ak-lose-next-election/>

fraude sur le déroulement de ces élections municipales⁶⁹ ; l'AKP est accusé de pressions sur les bureaux de votes locaux et sur le Conseil suprême électoral, en vue de changer les résultats. Le débat porte aussi sur la loi 6360 de novembre 2012, qui a plus que doublé le nombre de « municipalités métropolitaines » et modifié les limites électorales.

Les discours officiels présentent cette loi comme un outil de promotion de la démocratie locale et de reconnexion des petites localités au pouvoir central. Elle a cependant toujours éveillé les soupçons de l'opposition et des urbanistes. Alors que les seize premières municipalités métropolitaines créées en 1984 étaient essentiellement concentrées à l'Ouest et au Centre du pays, sur des territoires prospères, la logique de 2012 vise au contraire à intégrer des régions plutôt marginalisées, voire isolées jusqu'alors de l'emprise d'Ankara. Ainsi, parmi les nouvelles municipalités métropolitaines, six se situent dans l'Ouest du pays (Tekirdağ, Balıkesir, Manisa, Aydın, Denizli, Muğla) et sept à l'Est, dans des régions historiquement défavorisées (Trabzon, Ordu, Hatay, Şanlıurfa, Kahramanmaraş, Mardin et Van). Deux ans seulement avant trois échéances électorales majeures, il n'est pas absurde d'évoquer l'impact de cette loi sur la démocratie locale. Depuis 2012, plus des trois quarts de la population turque dépendent des services mais aussi de la politique d'une municipalité métropolitaine. Or, la création d'un conseil métropolitain et l'élection d'un maire de la municipalité métropolitaine ont réduit le conseil municipal à un simple organe consultatif. Le droit de veto et de modification des lois par le maire métropolitain induit qu'en cas de désaccord entre le maire et les conseillers, la majorité des deux tiers est requise pour passer outre. La réorganisation municipale des grandes villes introduit donc un modèle de gestion métropolitaine où l'autorité du maire est considérablement renforcée, ce dernier étant en outre politiquement responsable devant le conseil délibérant et devant l'État⁷⁰. L'influence des élus des conseils municipaux – plus sensibles aux projets à court terme et à petite échelle – est réduite au minimum au profit de l'« hyperstructure » administrative de la municipalité métropolitaine. La dynamique politique est contrôlée : « lorsque la municipalité métropolitaine et ses municipalités d'arrondissements ne sont pas du même parti politique, et s'il existe des mésententes entre elles, la municipalité métropolitaine dispose de moyens pour paralyser les municipalités d'arrondissement. La municipalité d'arrondissement n'est pas tout à fait libre dans ses actions étant donné qu'elle doit soumettre toutes les décisions prises par son conseil municipal à l'approbation du maire métropolitain.⁷¹ »

69. "CHP appeals to parliament to investigate claims of election fraud", *Today's Zaman*, publié le 24/04/2014, consulté le 09 février 2015, <www.todayszaman.com/national_chp_appeals-to-parliament-to-investigate-claims-of-election-fraud_346064.html>.

70. Y. Elicin-Arikan, « Municipalités métropolitaines et municipalités d'arrondissement en Turquie », *Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, 1997.

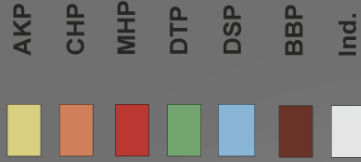
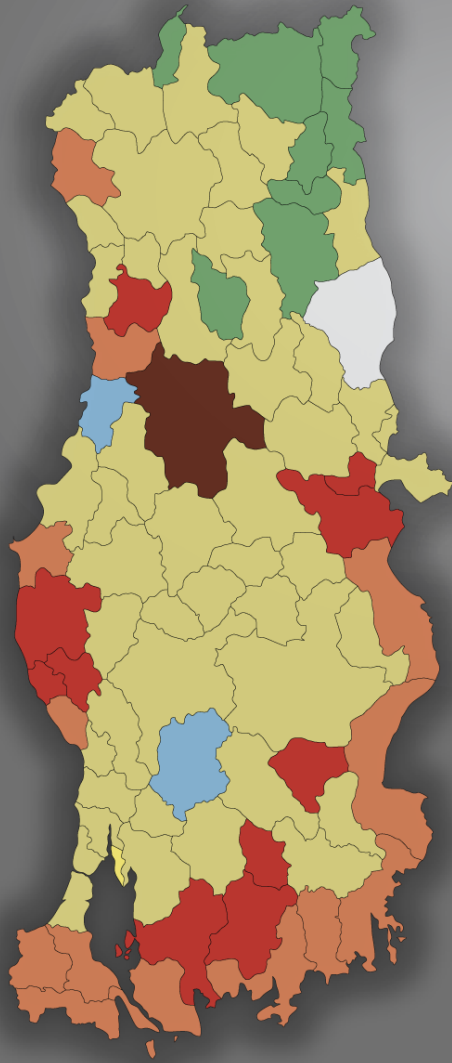
71. *Ibidem*

Parmi les treize territoires désormais métropolitains, six pouvaient basculer dans l'opposition en mars 2014. A l'Ouest, Balıkesir était tenu par le Parti d'action nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi*, MHP, extrême-droite), les villes de Mersin et Ordu étaient tenues respectivement par le MHP et le CHP tandis qu'Antioche, Mardin et Şanlıurfa étaient toutes acquises à l'AKP, mais très proche du foyer de crise syrien. Alors que la ville d'Antioche avait été choisie par l'AKP pour bénéficier de financements étatiques importants, ses habitants, qui avaient voté pour l'AKP lors de la précédente élection, ont provoqué l'ire du pouvoir central en élisant le 30 mars un maire métropolitain de l'opposition. L'histoire est d'autant plus complexe que l'heureux élu, le Dr Lütfü Savaş, avait abandonné l'AKP pour rallier les sociaux-démocrates quelques mois auparavant. Si l'AKP l'a emporté près de 46% de vote sur le territoire national, le CHP a donc lui gagné le Hatay, avec 41,2% des votes contre 40.3%.

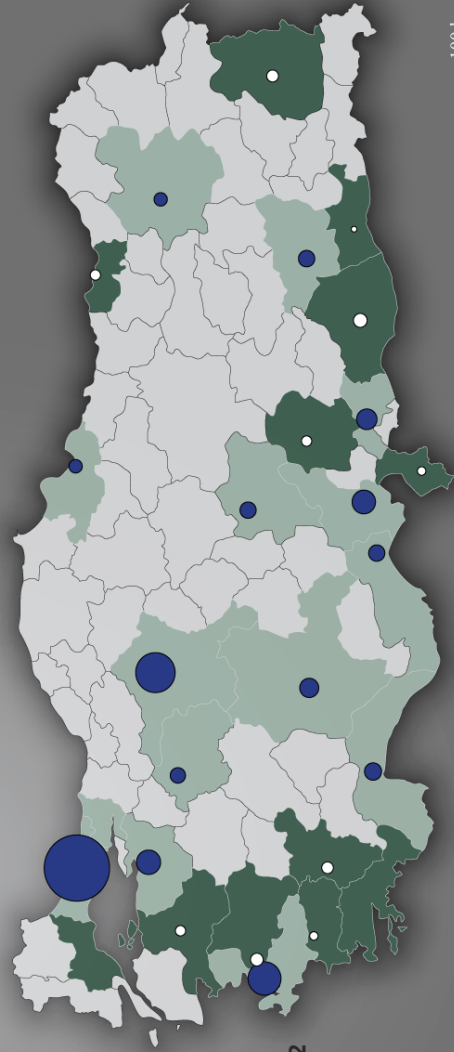
L'impact de la guerre civile syrienne sur les provinces limitrophes semble avoir été sous-estimé par le gouvernement. Les habitants d'Antioche sont soumis à la pression démographique et économique que provoque l'afflux massif de réfugiés dans la province. En élevant la ville d'Antioche au statut de municipalité métropolitaine, le pouvoir central a négligé la problématique ethnique et religieuse très particulière de la ville. Pour répondre à ce nouveau statut, la municipalité métropolitaine a été scindée en deux : la ville de Hatay d'une part, où se concentre la population sunnite, comprend les zones industrielles, l'aéroport international et les services tertiaires ; la ville de Harbiye (ou *Defne*) est quant à elle peuplée essentiellement d'alaouites généralement pro-CHP et pro-Assad. Ce nouveau découpage a accentué les rivalités internes dans cet espace éminemment géopolitique et certains comparent la scission de la ville au « Mur de Berlin »⁷².

72. "Syrian conflict brings sectarian tensions to Turkey's tolerant Hatay province", par C. Letsch, *The Guardian*, publié le 3 septembre 2013, consulté le 19 février 2015. <<http://www.theguardian.com/world/2013/sep/03/syria-crisis-threatens-turkish-tolerance>>

Résultat des élections locales turques en 2009



Processus de métropolisation en Turquie



8 803 468
2 232 265
43 845

- Municipalité métropolitaine depuis 1984
- Municipalité métropolitaine depuis le 11/11/2012
- Aire d'influence des métropoles de 1984
- Aire d'influence des métropoles de 2012

100 km

© Florence Delancourt 2015 Sources : AtılımGunesBaydin ; www.turkstats.gov.tr ; www.ifraa-istanbul.net

Le choix de faire d'Antioche une « municipalité métropolitaine » mérite en soi analyse. Avec son port et sa bonne connectivité, la municipalité d'Iskenderun (ancien chef-lieu du Sandjak d'Alexandrette) aurait pu correspondre aux critères d'éligibilité mais son maire, Yusuf Hamit Civelek, issu du CHP, aurait montré des réticences face à la volonté de contrôle du gouvernement central⁷³. Des projets ambitieux ont été lancés à Antioche, entraînant l'altération programmée d'un tissu urbain historique ; de nombreux villages ou villes secondaires ont été placés sous la tutelle de l'administration métropolisée, perdant pour certains leur capacité à se faire entendre. Le village de Vakıflı par exemple, dernier village arménien, situé à quelques kilomètres de la ville de Samandağ, se définissant comme sans étiquette, est placé sous l'autorité administrative d'un *muhtar*⁷⁴. La suppression de dizaines de villages et quartiers a dans l'ensemble considérablement simplifié les limites électorales, au profit des unités urbaines plus importantes.

L'application de la loi 6360 aboutit ainsi à étouffer la voix des électeurs des quartiers ou des villes situés dans la zone d'influence de la municipalité métropolitaine, lorsqu'ils sont en désaccord avec le parti au pouvoir. La démocratie locale ne gagne pas au change : l'institution de la municipalité métropolitaine semble bien témoigner, au contraire, de la volonté du président Recep Tayyip Erdoğan de répercuter son autorité à l'échelon urbain.

73. 'Building the Buyuksehir', *James in Turkey*, consulté le 21 février 2015, <www.jamesinturkey.com/understanding-buyuksehir-boundary-change/>

74. Élu sous autorité municipale, le muhtar est chargé de l'inscription locale des résidents – inscription nécessaire pour l'établissement de la fiche d'état civil, la vente et l'achat de biens immobiliers.

Une situation géopolitique nouvelle : Antioche au regard de la crise syrienne

L'impact du conflit syrien contribue aussi à modifier en profondeur la situation de l'antique « Couronne de l'Orient ». Antioche est en effet exposée à des variables qui pourraient à terme dénaturer son tissu urbain, sa composition ethnique et sa spécificité culturelle.

Depuis mars 2011, le mouvement de contestation contre le pouvoir de Bachar Al-Assad s'étend et fractionne la Syrie dans une guerre complexe. La multitude des acteurs impliqués, la communautarisation du conflit, la montée en puissance de l'État Islamique et d'autres factions islamistes radicales fragilisent dangereusement les pays voisins, au premier chef l'Irak, mais aussi la Turquie. Celle-ci a en effet quelque 822 kilomètres de frontière commune avec la Syrie et l'Irak et s'est indirectement engagée dans le conflit en défendant une solution politique hostile à Bachar et en devenant le premier pays d'accueil pour les réfugiés syriens.

Située à une cinquantaine de kilomètres seulement de la ville d'Alep où les combats font rage depuis plusieurs années maintenant, Antioche subit les lourdes conséquences de la guerre voisine. Dans la province du Hatay, l'afflux massif de réfugiés bouleverse les rapports interethniques, tandis que de nombreux candidats au *Jihad* transitent par l'aéroport d'Antioche. La ville permet ainsi une mise en perspective des visions nationales, de la gestion régionale et des représentations locales de la crise syrienne.

La province du Hatay, base-arrière d'une guerre qui n'est pas la sienne

De nombreux études et reportages ont récemment mis en scène des villes à population majoritairement kurde du Sud-Est de la Turquie afin d'analyser l'impact de la crise syrienne sur leurs habitants, simplifiant au passage les enjeux frontaliers turco-syriens⁷⁵. Mais cette frontière qui

75. Pour mémoire, on mentionnera le reportage « Turquie : Kurdes contre islamistes », *Arte Reportage*, daté du 01/11/2014, ou encore l'article d'Alain Devalpo « À Diyarbakır,

court sur plus de 800 km est un territoire hétérogène aux populations souvent mixtes et aux situations très diverses, d'un point de vue tant politique qu'économique ou social. Elle est particulièrement sensible et mouvante et se distingue, selon le géographe Cyril Roussel, en étant « changeante non pas dans son tracé mais bien dans sa faculté à alterner ouverture/fermeture en lien avec le baromètre des relations internationales. (...) Ceci à des conséquences importantes sur l'intégralité de la région transfrontalière concernée, qui parfois se redynamise, parfois entre en sommeil, ou encore parfois se retrouve plongée au cœur de la guerre. De nouvelles dynamiques aux frontières émergent alors⁷⁶. » En ce sens, Antioche sur l'Oronte mérite d'être étudiée séparément de la partie orientale de la frontière turco-syrienne, où les analystes européens se focalisent avant tout sur l'enjeu nationaliste kurde.

Une histoire commune.

Le prisme d'Antioche permet d'appréhender de façon particulière les relations turco-syriennes. Longtemps province romaine, ce territoire est devenu, lors des Croisades, la principauté d'Antioche, avant d'être intégré au royaume arménien de Cilicie. Dès 1499, la région passe sous le contrôle de l'Empire Ottoman et les *qadas* (districts) d'Alexandrette et d'Antioche sont intégrés à la province d'Alep. L'intérêt stratégique de la province du Hatay, appelée alors Sandjak d'Alexandrette, et qui occupe une surface totale de 5 403 km² pour une population de 1 296 358 habitants⁷⁷, est certain : elle reçoit d'une part les eaux provenant des montagnes du Taurus, et constitue d'autre part un axe de communication entre l'Ouest de la Turquie, l'Europe et l'Anatolie du Sud-Est⁷⁸.

La défaite de l'Empire ottoman le 30 octobre 1918 précède son dépeçage, de façon plus ou moins conforme aux accords secrets de Sykes-Picot de mai 1916. La conférence de San Remo place en avril 1920 la Cilicie et la Syrie sous mandat français de la Société des Nations. Mais les Turcs continuent le combat et obtiennent un nouvel arrangement le 21 octobre 1921 (« Accords Kemal-Franklin-Bouillon » ou « Accords d'Ankara »), qui prévoit le retrait des troupes françaises de Cilicie ainsi qu'un régime spécial concernant le Sandjak d'Alexandrette. Ce régime prévoit notamment d'instaurer le turc comme langue officielle et de reconnaître les droits culturels des Turcs. L'indépendance de la Syrie, acquise en décembre 1936, ne règle pas le sort d'Alexandrette, dès lors réclamée par la Turquie. Le 2 septembre 1938, la région controversée devient République autonome de Hatay ; elle est cédée un

en Turquie, les Kurdes gagnent pas à pas leur autonomie », paru le 12/02/2015 sur *Mediapart*, consulté le 09 mai 2015.

76. C. Roussel, « Frontières et circulations au Moyen-Orient en période de conflits. Reconfiguration entre phases d'ouverture et de fermeture », *Cahiers CEMCA*, Numéro 08, Octobre 2014.

77. R. Yilmaz, « Le sandjak d'Alexandrette, baromètre des relations entre la Turquie et la Syrie », *Outre-Terre*, 2006/1 no 14, p. 109-116. DOI : 10.3917/oute.014.0109

78. *Ibidem*

an plus tard à la Turquie par une France soucieuse de tenir cette dernière à distance de la coalition de l'Axe.

La question d'Alexandrette ressurgit après la seconde guerre mondiale : dès 1946, la Syrie tout juste indépendante argue du poids des alaouites dans la population locale pour réclamer la souveraineté sur le sandjak. Des milliers de personnes avaient dû changer de nationalité et abandonner l'usage de l'arabe lorsque la France avait cédé la province à la Turquie. Une certaine confusion identitaire prévaut dès lors : aujourd'hui encore, la grande majorité des familles de la région du Hatay ont des parents du côté syrien.

Le sandjak d'Alexandrette est ainsi devenu une pomme de discorde permanente entre la Turquie et la Syrie et il a été lourdement affecté par les tensions entre les deux pays au fil des décennies. Son appartenance à la Turquie n'ayant jamais été officiellement reconnue, l'éducation nationale syrienne continue de produire des cartes intégrant la province à la Syrie. L'Arabie Saoudite a fait interdire, par solidarité avec le gouvernement syrien, l'attribution de visa aux personnes originaires du Hatay. Malgré tout, le contentieux semblait en voie d'apaisement depuis le début des années 2000 et la politique du « zéro problème avec les voisins » adoptée par le gouvernement turc⁷⁹. Des zones franches ont été créées et des opérations de déminage ont eu lieu aux abords de la frontière ; en 2004, un accord de libre-échange entre les deux pays a reconnu *de facto* la souveraineté turque sur la région. L'ouverture de la frontière a favorisé les flux de populations mais aussi le passage des marchandises entre les deux pays, reléguant pour un temps le ressentiment de générations de Syriens qui entretenaient le souvenir de l'injustice et cultivaient la conviction que celle-ci serait un jour réparée⁸⁰.

La crise syrienne aux portes du Hatay

Depuis 2011, la majorité de la population civile syrienne est prise en étau entre un pouvoir prêt à tout pour se maintenir à la tête du pays et une opposition multiforme et non coordonnée. Des centaines de milliers de familles syriennes prennent la fuite vers les pays limitrophes que sont la Jordanie, l'Irak, le Liban et la Turquie ; aujourd'hui les réfugiés, confrontés aux difficultés de ces premiers pays d'accueil, prennent la route de l'Europe.

La multitude d'acteurs plus ou moins nouveaux - Kurdes, groupes djihadistes - impliqués dans le conflit en Syrie, et son extension

79. M. Nayouf, « Les relations turco-syriennes, de l'amour à la haine », *Le Courrier du Maghreb et de l'Orient*, paru le 14/06/2015, consulté le 20 /07/2015

80. Les manuels scolaires officiels ainsi que l'actuel site du ministère du Tourisme en Syrie promeuvent cette idée d'une occupation territoriale contre-nature. *Site du Ministère de la Syrie non actualisé depuis 2006*, consulté le 26 février 2015. <<http://www.syriatourism.org/index.php?module=subjects&func=listpages&subid=11>>.

en Irak depuis le printemps 2014, changent le sens des événements, favorisant l'expression d'aspirations à la reconnaissance religieuse ou ethnique, et les poussées autonomistes. Ces revendications contradictoires ont un impact important sur le terreau spécifique de la province du Hatay.

Dérives communautaires

La mosaïque ethnique d'Antioche a été bousculée par la crise syrienne, qui tend à déborder sur le territoire turc. C'est le 29 avril 2011 qu'un premier groupe de 250 villageois syriens s'est réfugié à Antioche. A l'été 2012, des milliers de civils syriens passaient déjà chaque jour la frontière. Le ministre des Affaires étrangères turc de l'époque, Ahmet Davutoğlu, évoquait dès le mois d'août un « seuil psychologique » de 100 000 réfugiés ; ce seuil était largement dépassé dès le mois d'octobre.

De nombreuses tensions inter-communautaires en ont résulté dans le Hatay. L'établissement de plus d'une dizaine de camps de réfugiés aux abords de la localité d'Antioche, couplé à l'afflux massif de sunnites s'installant directement dans la ville, ont entraîné de vives réactions de la part des habitants.

« Tensions dans les rues d'Antioche⁸¹ » : flux et reflux d'une province en changement

Des tensions sont effectivement rapportées dès septembre 2012 dans la capitale du Hatay. Ponctuellement, puis tous les samedis, des manifestations ont lieu dans les rues d'Antioche sur l'Oronte, sous l'impulsion de partis de gauche, majoritairement pro-alévites, dont la gauche ultra-nationaliste avec le Parti des Travailleurs (*İşçi Partisi* en turc). Si les slogans invitaient au début les réfugiés syriens récemment installés dans la ville à retourner dans leur pays, ceux-ci ont très vite dérivés vers un discours anti-américain, anti-OTAN, et plus généralement anti-Occident, accusant le gouvernement d'être à la solde des étrangers⁸². Les manifestations se radicalisent ensuite pour devenir la chasse gardée des alaouites, qui exhibent dans les défilés des portraits d'Ali⁸³, de Bachar al Assad et de Mustafa Kemal Atatürk⁸⁴. Le gouvernement interdit rapidement ces rassemblements, qui attisent les

81. Titre repris de l'article de Tarik Yildiz « Tensions dans les rues d'Antioche », paru le 25 octobre 2012 dans le journal *Libération*, à l'origine de ce projet d'article.

82. Entretien avec Assia Shihab, correspondante pour France 24 et journaliste freelance, fait le 6 mai 2013 à Paris.

83. L'imam Ali aurait été le gendre et le cousin du prophète Mahomet. L'alévisme, le soufisme et le chiisme duodécimain considèrent Ali comme le détenteur des secrets divins et de la signification ésotérique de l'islam, qui lui auraient été transmis par Mahomet. Un lieu de prière lui est consacré à Samandağ.

84. Entretien avec Assia Shihab, fait le 6 mai 2013 à Paris.

tensions entre les deux communautés majoritaires à Antioche : sunnites et alaouites.

Mais ces manifestations sont aussi le symptôme d'un problème plus large. La politique de la frontière ouverte défendue par l'AKP et saluée par la communauté internationale est, *a contrario*, vivement critiquée par les habitants des régions transfrontalières et des grandes villes d'accueil turques, comme Istanbul, Ankara ou Bursa. La couverture médiatique de certains incidents, la dégradation des conditions de vie des habitants de la région, dans un climat d'inquiétude généralisée liée à la proximité géographique de la guerre, ravivent la peur de l'Autre.



Affiches contestataires 'Hands off Syria' observées en janvier 2013 depuis la rue d'Inönü, Antioche.

Avec l'arrivée massive de nombreux réfugiés syriens de confession sunnite, les représentants des communautés minoritaires se sont directement sentis menacés à Antioche. Le paysage urbain se modifie rapidement, la présence des réfugiés se faisant de plus en plus visible. Il est désormais possible de voir des réfugiés syriens dormir dans les abribus ou dans le parc municipal. Les tenues traditionnelles, la barbe portée longue et les voiles des femmes syriennes déplaisent à la population alaouite turque, qui ne porte aucun signe religieux extérieur. A cette peur s'ajoute un sentiment d'injustice, avec l'impression que le gouvernement turc en fait plus pour les réfugiés syriens que pour les nationaux turcs en général. La politique d'ouverture de la frontière et le coût de la construction et de l'entretien des camps de réfugiés indignent la population locale, qui ne bénéficie en rien de ces investissements. La question de l'accès aux soins illustre bien ce phénomène. Depuis 2012, le gouvernement turc assume le coût des frais médicaux pour les réfugiés syriens dans les hôpitaux publics, créant de fait une augmentation de leur fréquentation et des files d'attente. Antioche possède quatre hôpitaux dont deux structures privées. La priorité faite

aux Syriens dans les hôpitaux publics entretient le mécontentement de la population locale tandis que les médecins alaouites craignent pour leur sécurité⁸⁵.

Le climat d'insécurité générale tend à radicaliser les opinions. Les médias relatent régulièrement des incidents impliquant des Syriens qui ne paient pas l'addition lorsqu'ils vont au restaurant ou prennent le taxi arguant qu'ils sont ici en tant qu'invités d'Ankara. Enfin, selon des témoignages de sources diverses, un réseau de prostitution se serait créé dans le quartier alaouite de Harbiye à Antioche, tandis que les trafics d'armes et le transit de combattants du *jihad* via l'aéroport d'Antioche font craindre une dérive plus grave⁸⁶. Rappelons surtout que, depuis juin 2012, plusieurs attaques à la bombe ont été répertoriées en territoire turc, le long de la frontière, dont celui de Reyhanli dans la province du Hatay, qui a fait 53 morts le 11 mai 2013⁸⁷ et celui de Suruç, dans la province de Şanlıurfa, qui a fait 32 tués le 20 juillet 2015⁸⁸.

Dans ce contexte, l'atmosphère de bienveillance autour des différences que se force de véhiculer la municipalité d'Antioche est mise à mal par une nouvelle réalité : celle des rivalités intercommunautaires. Auparavant source de fierté, l'appartenance à la communauté sunnite ou alaouite devient désormais un facteur de tension et d'inquiétude. De nombreux amalgames et raccourcis se répandent, notamment envers la communauté alaouite de la province, issue historiquement de Syrie. Minorité en Turquie comme en Syrie, les alaouites d'Antioche sont souvent accusés de soutenir le régime syrien, étant de confession similaire à la dynastie Al-Assad. Des alaouites disent se sentir menacés par la présence de Syriens de confession sunnite : une habitante d'Antioche confie ainsi les voir « comme une menace potentielle », car ces réfugiés « ont besoin de beaucoup de choses » que possèdent effectivement les alaouites, et que « l'impact psychologique de la guerre n'est pas naturel et peut les rendre violents⁸⁹ ». Ali Yeral⁹⁰, président de la fondation EHDAV⁹¹ met en garde : « A cause de notre secte et de notre race, nous, les Arabes alévis sommes sujets à l'oppression et à l'assimilation. Parce que la Syrie a revendiqué un jour le Hatay, parce que nous sommes alévis et parce que nous sommes à la frontière syro-turque, nous sommes tous perçus comme des traîtres potentiels. A force

85. Entretien avec Firdevs Eraslan, le 24 avril 2013 à Antioche.

86. Sur le sujet, voir la vidéo "CNN Hatay'dan Suriye'ye El Kaideli Akışını Görüntüledi", publiée le 8 novembre 2013, consultée le 12 janvier 2015.

<www.youtube.com/watch?v=df-JVwNihD4>

87. « L'attentat de Reyhanli fragilise la mosaïque ethnique et religieuse turque » par Benjamin Barthe, *Le Monde*, publié le 13 mai 2013, consulté le 17 février 2015.

<www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/05/13/l-attentat-de-reyhanli-fragilise-la-mosaïque-ethnique-et-religieuse-turque_3176343_3218.html>

88. "At least 32 dead in suspected ISIL suicide bombing in Turkey's border with Syria", *Hurriyet Daily News*, 20/07/2015, consulté le 21/07/2015.

<<http://www.hurriyetdailynews.com/Default.aspx?PageID=238&NID=85659>>

89. Entretien avec Sema Eşki, habitante d'Antioche, le 18 janvier 2015 via Skype.

90. Interview réalisée par International Crisis Group

91. En Turc *Antakya Ehl-i Beyt Kültür Ve Dayanışma Vakfı Merkezi*

de se faire rabaisser par les fonctionnaires et certains militaires, quelques alévis ont été amené à adopter une culture turque/sunnite. Parfois, nous sommes inquiets pour notre travail, notre dignité et nos vies. »⁹²

Ainsi, la ville d'Antioche se divise entre alaouites et sunnites, entre résidents et réfugiés. A travers les manifestations contre l'intervention étrangère en Syrie et contre la présence de réfugiés syriens sunnites dans les rues d'Antioche, avec les tensions dans les hôpitaux, un véritable climat de méfiance s'est installé dans les rues de la « ville de la paix ». Portant souvent des signes religieux ostentatoires, la barbe ou le voile, les Syriens sont facilement identifiables dans les rues et contrastent avec le style plus neutre des Turcs musulmans. Majoritaires dans le quartier historique de la ville, les sunnites syriens se rapprochent des sunnites turcs, creusant encore plus le fossé avec les alaouites⁹³. Ainsi, si tous les alaouites ne sont pas pro-Assad, la plupart sont contre la présence des réfugiés syriens sunnites.⁹⁴

Le cas des camps de réfugiés : un mécontentement en gestation

Ces tensions sont le résultat d'un phénomène qui ne peut être endigué. Depuis 2012, la Turquie accueille à l'intérieur de ses frontières une population importante de réfugiés syriens, qui bouleverse son économie et son équilibre ethnique et religieux. La qualité des camps de réfugiés construits par le gouvernement turc, qualifiée de « cinq étoiles » par le haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), a d'abord fait la fierté puis le malheur de l'AKP. En effet, en construisant vingt-deux camps haut de gamme, la Turquie soignait surtout son image, au point d'oublier la réalité du terrain. Les chiffres officiels donnaient à fin 2015 plus d'un million sept cent mille réfugiés syriens sur le sol turc, dont seulement 300 000 seraient actuellement accueillis dans les camps. L'alternance d'un état d'ouverture et fermeture partielle de la frontière depuis 2014, pour des raisons de sécurité, illustre les difficultés d'Ankara à gérer le flux. Seuls les Syriens dotés d'un passeport valide, ainsi que les cas humanitaires ou médicaux, peuvent désormais passer en Turquie, soit 75% de femmes et d'enfants, Arabes sunnites pour la plupart⁹⁵.

92. Traduction à partir de l'anglais : "Because of our sect and our race, we Arab Alevis have been subjected to oppression and assimilation. Because Syria has claims on Hatay, because we're Alevis and because we are on the border, we're seen as potential traitors. Belittling of Alevis by some officials and in the military has led some Alevis to adopt a Turkish/Sunni culture. Sometimes we worry about our jobs, our dignity and our lives.", extrait du rapport *Blurring the borders : syrian spillover risks for Turkey*, Europe report N°225, International Crisis Group, 30/04/ 2013

93. « Turquie : tensions avec les réfugiés syriens », reportage d'Assia Shihab, ARTE, 2012.

94. M. Unger, T. Volherbst, M. Rigollet Memet, *Cette Turquie pro-Assad*, ARTE GEIE, France, 2012, 52'

95. « The Rising Costs of Turkey's Syrian Quagmire », International Crisis Group, *Europe Report* N°230, 30 avril 2014.

Sur les vingt-deux camps construits aux abords de la frontière syro-turque entre l'automne 2011 et l'hiver 2013, cinq sont situés dans un périmètre de vingt kilomètres autour d'Antioche - Apaydin, Yayladag I et II (sur la route de Lattaquié), Altinözü I et II (le camp des officiers, réservé aux défecteurs de l'armée syrienne et à leurs familles, à côté de Bohsin), et leur présence affecte directement le quotidien de la ville. La surpopulation chronique dans les camps pousse les Syriens les plus aisés (ou ceux dépourvus de papiers) à trouver refuge dans les grandes villes turques. Ils y louent des appartements ou logent chez leur famille, notamment dans les villes à proximité de la frontière comme Antioche, Gaziantep, Urfa, Mardin et Kilis, mais aussi dans les villes de l'Ouest, situées sur la route de l'Europe, comme Istanbul et Izmir.

La stratification *de facto* entre les différents types de réfugiés pourrait poser problème à terme au gouvernement turc. Selon un rapport de l'*International Crisis Group* daté d'avril 2014⁹⁶, les inégalités face à l'éducation sont criantes, puisque 60% des 46 000 enfants logés dans les camps reçoivent une éducation dans près de 700 classes tandis que 14% seulement ont accès à l'éducation en-dehors des camps. Or, en-dehors des camps, la population syrienne semble s'être installée pour rester. Près de la frontière, des villages entiers vivent désormais de trafics en tous genres. De véritables quartiers, voire des villages arabes se sont créés spontanément le long de la frontière du Hatay. Le marché immobilier s'est dégradé avec l'augmentation anormale de la demande, créant de nouvelles disparités économiques entre les réfugiés fortunés et les autres, mais aussi au sein de la population locale qui peut ou ne peut plus s'offrir le prix du loyer. Le secteur de l'emploi a aussi été affecté par l'afflux de nouveaux travailleurs : une économie parallèle se réinstalle peu à peu avec l'exploitation d'une main-d'œuvre syrienne très bon marché.

Malgré cette dégradation, et les difficultés afférentes, le gouvernement refuse de déléguer la gestion des camps à d'autres organismes internationaux, de peur de perdre le contrôle de cette crise humanitaire, dont les potentielles retombées sécuritaires inquiètent l'AKP. La Turquie s'est cependant engagée depuis avril 2012 à assouplir les conditions d'enregistrements d'ONG extérieures pour pallier certaines difficultés. Saignées par l'effort financier et psychologique qui lui est demandé, la Turquie a fait de nombreux appels aux dons sans résultat. On estime aujourd'hui que le pays aurait fourni 5,5 milliards de dollars dans la gestion des réfugiés syriens pour une aide étrangère modique s'élevant à 260 millions de dollars⁹⁷. En outre, l'appel du HCR de 260 millions de dollars pour la Turquie n'a été couvert qu'à hauteur de 37% alors que, à titre indicatif, celui du Liban a reçu un fort soutien avec 70% des dons reçus sur une promesse importante de deux milliards. Révélateur d'un malaise national, un sondage de janvier 2014

96. *Ibidem*

97. "Iraq, Syria crises cost billions for Turkey", *Al Monitor*, publié le 30/04/2015, consulté le 21/07/2015.

relatait que seulement 11% de la population turque sondée soutient l'accueil des réfugiés syriens sans aucune limite, 31% souhaite que l'accueil soit temporaire, et dans ce dernier groupe 30% estime que les réfugiés doivent être reconduits à la frontière immédiatement⁹⁸.

98. *Ibidem*

Conclusion

Antioche sur l'Oronte est une ville chargée d'histoire et de représentations. Sa situation géographique particulière, au départ de la route de la Soie et au centre de la Méditerranée, les invasions qu'elle a subies au cours des siècles, ont entraîné un transfert culturel, Antioche adoptant des religions et des cultures étrangères et les faisant siennes. Dès lors, un nouveau sentiment communautaire fort s'est développé dans cette ville, où, par un phénomène de syncrétisme, les religions ont cohabité, jusqu'à se mélanger parfois.

Pourtant, l'image de la « ville de la paix » est aujourd'hui meurtrie tant par la réalité géopolitique que par les stratégies politiques du gouvernement turc. Antioche est devenue la vitrine-*marketing* d'un modèle social illusoire où minorités et ethnies vivraient en parfaite entente. Les choix de plus en plus ouvertement conservateurs du parti au pouvoir l'ont amené à radicaliser ses positions et à imposer des mesures sociales qui suscitent incompréhension et malaise chez une partie des citoyens turcs. Une ville-musée comme Antioche permet de mettre en scène et de médiatiser, pour un usage interne et pour la communauté internationale, une tolérance religieuse de surface. En réalité, la ségrégation socio-spatiale qui s'aggrave entre les minorités chrétiennes, alaouites et kurdes de la ville est d'autant plus remarquable qu'elle reflète avec justesse la situation des minorités sur l'ensemble du territoire turc.

Microcosme interethnique et religieux, Antioche connaît notamment un regain de tensions et de dérives communautaires depuis l'adoption en novembre 2012 de la loi No 6360, qui a élevé la ville au rang de municipalité métropolitaine. Les conséquences d'un tel changement de statut urbain ne sont pas uniquement économiques. Si Antioche pourrait attirer de nouveaux investissements, l'impact politique et social de la loi est également profond. Le projet porté par Recep Tayyip Erdoğan a modifié le statut de treize métropoles, situées dans des zones historiquement opposées au Parti au pouvoir, à quelques mois d'échéances électorales importantes. Les petites unités urbaines de bases ont été supprimées afin de limiter les échelles municipales et de faciliter la gestion autour du centre régional et métropolitain. Dès lors, près de 56 millions de citoyens turcs se sont vus, du jour au lendemain,

dépendants d'une métropole située à des kilomètres de chez eux, toutes les petites villes et villages de second rang ayant été supprimés⁹⁹.

Votée en urgence et peu médiatisée, cette loi a suscité de vives réactions chez les intellectuels turcs et l'opposition, qui ont dénoncé un « charcutage électoral » de dernière minute. Pour ce qui concerne Antioche, le nouveau découpage aboutit à regrouper *de facto* la communauté sunnite à Antakya et les alaouites à Harbiye. En déplaçant les frontières de l'urbain, la politique modifie ainsi en profondeur les représentations liées au territoire ainsi que le vote de la population. Le cas de la ville d'Istanbul a récemment illustré à quel point l'enjeu urbain est devenu politique en Turquie : les mobilisations importantes autour du parc Gezi en 2013¹⁰⁰ ont révélé un violent débat sous-jacent sur l'appropriation identitaire des espaces.

Enfin, depuis mars 2011, l'impact de la guerre civile syrienne n'a pas épargné la Turquie, qui a dû faire face à une vague migratoire significative dans ses régions transfrontalières. La géopolitique régionale influe ainsi de plus en plus sur les interactions entre minorités à Antioche. L'afflux de réfugiés syriens sunnites bouleverse le rapport des forces, jusque-là stabilisé, entre arabes alaouites turquisés, turcs et arabes sunnites. Si la gestion turque de l'urgence humanitaire a été saluée par la communauté internationale, la frustration et le mécontentement grandit dans les camps autour notamment du statut d'« invité » qui ne permet pas d'accéder aux droits fondamentaux légaux tels que le droit à l'asile ou le permis de travail. Les incidents qui ponctuent le quotidien de cette base-arrière de la guerre syrienne qu'est devenu le Hatay contribuent à radicaliser le climat social. Les dérives communautaires en gestation mettent à mal la réputation de tolérance constitutive de la ville d'Antioche.

S'il est impossible de prévoir aujourd'hui l'issue et le terme de la crise syrienne, la capacité de la Turquie à en atténuer les conséquences dépendra peut-être de la possibilité d'adopter une constitution traitant plus réalistement les questions de citoyenneté, afin de panser les inégalités des rapports interethniques et religieux sur le territoire national turc¹⁰¹. La communauté internationale et l'opposition turque se sont vivement émues du projet d'une nouvelle constitution en Turquie, qui donnerait les pleins pouvoirs à l'exécutif. Mais le vrai enjeu se situe

99. J.-F. Pérouse, « La création de 13 nouvelles municipalités métropolitaines en Turquie par la modification de la loi N°5779 ou le triomphe écrasant de l'urbain dans l'ordre de gestion territoriale », *Dipnot*, paru le 19/11/2012, consulté le 13 mars 2013. <<http://dipnot.hypotheses.org/37#comments>>

100. En mai 2013, la contestation s'organise à Istanbul contre le projet de construction d'un centre commercial et d'une mosquée sur un des derniers espaces verts du centre de la ville, le parc de Gezi. A la suite d'une répression policière vivement dénoncée par la communauté internationale, les manifestations prennent de l'ampleur et le mouvement embrase l'ensemble de la Turquie, se transformant en opposition frontale au Premier Ministre de l'époque, Recep Tayyip Erdoğan.

101. R. Türmen, « Une Constitution, mais pour qui ? Le processus d'établissement d'une Constitution en Turquie et les objectifs contradictoires des partis politiques », in *Hérodote*, 1^{er} trimestre 2013, N°148, p. 172.

peut-être ailleurs : une révision de la constitution turque pourrait permettre de redéfinir la notion même de « nationalité turque », si exclusive aujourd'hui. La rédaction d'un nouveau texte, entamée dès juin 2011 sous l'égide d'un AKP alors en pleine expansion électorale, aurait dû être achevée fin 2012. Mais le processus constitutionnel a été entravé par de nombreux différends politiques¹⁰². Abordée initialement sous l'angle de la « question kurde », la recherche d'une nouvelle définition de la « turcité » doit relancer plus largement le débat identitaire, dans cette Turquie héritière d'un empire tellement composite qu'elle a toujours surjoué l'homogénéité. Pour calmer les tensions interethniques croissantes et dépasser les logiques de séparation communautaire aujourd'hui mises en scène, il sera essentiel à l'avenir de « surmonter les profonds clivages de la société turque et créer un cadre de vivre-ensemble », qui seul pourra « faire de la Turquie une véritable démocratie¹⁰³ ».

102. La rédaction du texte se fait sous la surveillance d'un « Comité de conciliation » constitué de trois représentants des quatre principaux partis turcs, soit l'AKP, le CHP, le MHP et le BDP. Leurs divergences sur des questions politiques et concernant la place de l'individu dans la société ralentissent fortement la rédaction du projet de constitution.

103. R. Türmen, « Une Constitution, mais pour qui ? Le processus d'établissement d'une Constitution en Turquie et les objectifs contradictoires des partis politiques », in *Hérodote*, 1^{er} trimestre 2013, N°148, p. 172.